

Résultats annuels 2011

Communication Extérieure

Afrique du Sud
Algérie
Allemagne
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Belgique
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Corée
Croatie
Danemark
Emirats Arabes Unis
Espagne
Estonie
Etats-Unis
Finlande
France
Hongrie
Inde
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Malaisie
Norvège
Oman
Ouzbékistan
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Qatar
République Tchèque
Royaume-Uni
Russie
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Thaïlande
Turquie
Ukraine
Uruguay

- **Chiffre d'affaires en hausse de 4,8% à 2 463,0 millions d'euros, croissance organique de 5,7%**
- **Marge opérationnelle en hausse de 4,8% à 582,1 millions d'euros**
- **Résultat d'exploitation en hausse de 17,2% à 327,1 millions d'euros**
- **Résultat net part du Groupe en hausse de 22,7% à 212,6 millions d'euros**
- **Fort cash-flow disponible de 280,5 millions d'euros**
- **Dividende de 0,44 euro par action proposé au titre de l'exercice 2011**
- **Croissance organique du chiffre d'affaires attendue autour de 3% au premier trimestre 2012**

Paris, le 8 Mars 2012 - JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Les comptes sont audités et certifiés.

A l'occasion de la publication des résultats 2011, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Codirecteur Général**, a déclaré :

"2011 fut une année record pour JCDecaux qui a atteint, dans un contexte pourtant difficile, un nouveau point haut en terme de marge opérationnelle. Nous avons également renforcé notre position de numéro un mondial de la communication extérieure et avons gagné des parts de marché dans toutes nos régions clés. Ces résultats démontrent, une fois encore, les bonnes performances de nos équipes, la richesse de notre couverture géographique et la qualité de notre portefeuille de produits, qui ont permis de générer une solide croissance du chiffre d'affaires et des profits.

Le niveau élevé de notre cash-flow nous a permis d'investir pour assurer la croissance future tout en réduisant notre endettement. Cette flexibilité financière nous permettra de continuer de développer notre activité à travers la croissance organique et par des acquisitions créatrices de valeur. Dans ces conditions, nous serons heureux de recommander le versement d'un dividende de 0,44 euro par action lors de notre Assemblée Générale en Mai.

En ce qui concerne le premier trimestre 2012, en dépit d'un environnement économique toujours difficile dans certains pays d'Europe, nous attendons une croissance organique du chiffre d'affaires autour de 3%.

Enfin, nous restons confiants dans notre capacité à continuer de surperformer le secteur des médias grâce à notre exposition aux pays émergents, au développement du digital et à notre stratégie d'acquisitions sélectives. "

JCDecaux SA

Siège Social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine - France - Tél. : +33 (0)1 30 79 79 79

Royaume-Uni : 991 Great West Road, Brentford - Middlesex TW8 9DN - Tél. : +44 (0) 208 326 7777

www.jcdecaux.com

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 382 240,96 euros - 307 570 747 RCS Nanterre - FR 44307570747

Chiffre d'affaires

Comme annoncé le 26 janvier 2012, le chiffre d'affaires du Groupe pour l'année 2011 est en hausse de 4,8% à 2 463,0 millions d'euros, contre 2 350,0 millions d'euros en 2010. La croissance organique de 5,7% a principalement été alimentée par la forte croissance de la division Transport en Asie-Pacifique et dans le Reste du Monde, ainsi que par la bonne performance de la division Mobilier Urbain dans des marchés clés comme la France et l'Allemagne.

Marge opérationnelle⁽¹⁾

La marge opérationnelle du Groupe est en hausse de 4,8% à 582,1 millions d'euros contre 555,4 millions d'euros en 2010. La marge opérationnelle représente 23,6 % du chiffre d'affaires consolidé, en ligne avec l'année précédente.

	2011		2010		Variation 11/10	
	(m€)	% du CA	(m€)	% du CA	Valeur (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	386,9	32,8%	375,9	32,8%	+2,9%	=
Transport	139,9	16,0%	115,4	14,8%	+21,2%	+120pb
Affichage	55,3	13,5%	64,1	15,1%	-13,7%	-160pb
Total	582,1	23,6%	555,4	23,6%	+4,8%	=

Mobilier Urbain : En 2011, la marge opérationnelle est en hausse de 2,9% à 386,9 millions d'euros. Elle représente, comme l'année précédente, 32,8% du chiffre d'affaires, ce qui est en ligne avec la croissance organique du chiffre d'affaires.

Transport : La marge opérationnelle a fortement augmenté en 2011 pour atteindre 139,9 millions d'euros, en croissance de 21,2% par rapport à 2010. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'est améliorée de 120 points de base à 16,0%, reflétant une croissance du chiffre d'affaires forte et rentable en Asie-Pacifique.

Affichage : La marge opérationnelle a diminué de 13,7% à 55,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle a perdu 160 points de base à 13,5%, contre 15,1% en 2010. C'est la conséquence du repli de 3,8% du chiffre d'affaires publié, dû en partie à la finalisation de la rationalisation du parc de panneaux en France et en Europe du Sud.

Résultat d'exploitation⁽²⁾

Le résultat d'exploitation a augmenté de 17,2% à 327,1 millions d'euros contre 279,0 millions d'euros en 2010. En pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation est en augmentation à 13,3% (2010 : 11,9%). Les consommations de pièces détachées de maintenance ont légèrement diminué. Les dotations aux amortissements et provisions sont en décroissance, notamment du fait de dépréciations sur immobilisations corporelles plus faibles.

Résultat financier⁽³⁾

Le résultat financier est quasi stable à -26,9 millions d'euros (-27,0 millions d'euros en 2010). Ce montant inclut un impact non récurrent de -9,7 millions d'euros lié à la réintégration de la dette d'une société du Groupe envers un partenaire minoritaire.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est en hausse de 10,7 millions d'euros à 14,6 millions d'euros (2010 : 3,9 millions d'euros). Cette augmentation est principalement due à la contribution plus élevée d'Affichage Holding, dont les résultats traduisent la mise en œuvre d'importantes décisions stratégiques.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe a augmenté de 22,7% à 212,6 millions d'euros (2010 : 173,3 millions d'euros). Cette augmentation reflète principalement la hausse du résultat d'exploitation et la plus forte contribution des sociétés mises en équivalence, partiellement compensées par un montant d'impôt et des intérêts minoritaires plus élevés.

Investissements

Les investissements nets (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 167,8 millions d'euros (2010 : 155,2 millions d'euros).

Cash-flow disponible⁽⁴⁾

En 2011, le cash-flow disponible reste élevé à 280,5 millions d'euros. La diminution par rapport à 2010 (327,4 millions d'euros) reflète un impact positif du besoin en fonds de roulement inférieur à l'année précédente, ainsi que des investissements en hausse.

Dette nette⁽⁵⁾

La dette nette au 31 décembre 2011 est en baisse de 211,3 millions d'euros à 147,5 millions d'euros (décembre 2010 : 358,8 millions d'euros). Elle représente 0,3 fois le montant de la marge opérationnelle 2011. Par ailleurs, le groupe a renouvelé en février 2012 sa ligne de crédit sur 5 ans pour un montant de 600 millions d'euros.

Dividende

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 15 mai 2012, le Conseil de Surveillance recommandera le paiement d'un dividende de 0,44 euro par action au titre de l'exercice 2011.

- (1) **Marge opérationnelle** = Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs
- (2) **Résultat d'exploitation** = Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwills, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels
- (3) **Résultat Financier** = Hors impact des charges d'actualisation des puts sur minoritaires (-5,4 millions d'euros en 2011 et -7,8 millions d'euros en 2010)
- (4) **Cash-flow disponible** = Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions
- (5) **Dette nette** = Dette nette de trésorerie nette, incluant les impacts non cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers) et excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires)

Prochaines informations :

Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2012 : 9 mai 2012 (après marché)

Assemblée Générale : 15 mai 2012

Chiffres clés du Groupe

- *Chiffre d'affaires 2011 : €2 463m*
- *JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Dow Jones Sustainability*
- *N°1 mondial du mobilier urbain (426 184 faces publicitaires)*
- *N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 175 aéroports et 282 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (367 770 faces publicitaires)*
- *N°1 européen de l'affichage grand format (208 495 faces publicitaires)*
- *N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (246 819 faces publicitaires)*
- *N°1 mondial du vélo en libre-service*
- *1 013 510 faces publicitaires dans plus de 50 pays*
- *Une présence dans 3 688 villes de plus de 10 000 habitants*
- *10 304 collaborateurs*

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.fr

Relations Investisseurs : Nicolas Buron

01 30 79 79 93 – nicolas.buron@jcdecaux.fr

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE
ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif

En millions d'euros

31/12/2011

31/12/2010

Goodwill	1 377,9	1 342,6
Autres immobilisations incorporelles	328,8	318,9
Immobilisations corporelles	1 139,4	1 137,7
Titres mis en équivalence	158,2	141,2
Investissements financiers	1,4	2,1
Autres actifs financiers	23,8	17,8
Impôts différés actif	23,6	15,3
Créances d'impôts sur les sociétés	0,9	1,9
Autres créances	37,5	49,5
ACTIFS NON COURANTS	3 091,5	3 027,0
Autres actifs financiers	14,2	11,7
Stocks	94,9	97,4
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	738,0	712,6
Créances d'impôts sur les sociétés	3,6	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	288,7	211,5
ACTIFS COURANTS	1 139,4	1 036,9
TOTAL DES ACTIFS	4 230,9	4 063,9

Passif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Capital	3,4	3,4
Primes	1 010,0	1 001,6
Réserves consolidées	1 235,5	1 063,4
Résultat net du Groupe	212,6	173,3
Autres éléments des capitaux propres	32,5	5,7
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE MERE	2 494,0	2 247,4
Participations ne donnant pas le contrôle	-24,3	-24,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	2 469,7	2 222,7
Provisions	198,8	195,8
Impôts différés passif	111,8	106,7
Dettes financières	357,8	459,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	78,6	73,6
Autres créditeurs	20,4	14,3
Instruments financiers dérivés	17,7	19,3
PASSIFS NON COURANTS	785,1	869,0
Provisions	29,9	36,0
Dettes financières	71,1	83,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	13,3	12,9
Instruments financiers dérivés	0,1	0,5
Fournisseurs et autres créditeurs	822,5	788,0
Passifs d'impôt exigible	29,5	28,9
Concours bancaires	9,7	22,1
PASSIFS COURANTS	976,1	972,2
TOTAL DES PASSIFS	1 761,2	1 841,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 230,9	4 063,9

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	2 463,0	2 350,0
Coûts directs d'exploitation	-1 500,8	-1 432,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-380,1	-362,5
MARGE OPÉRATIONNELLE	582,1	555,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-207,9	-223,6
Perte de valeur des goodwill	0,0	-0,5
Pièces détachées maintenance	-37,9	-39,8
Autres produits opérationnels	8,7	2,3
Autres charges opérationnelles	-17,9	-14,8
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	327,1	279,0
Produits financiers	16,7	11,9
Charges financières	-49,0	-46,7
RÉSULTAT FINANCIER	-32,3	-34,8
Impôts sur les bénéfices	-93,7	-78,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	14,6	3,9
RÉSULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES	215,7	169,3
Résultat des activités abandonnées		
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	215,7	169,3
- Dont part des minoritaires dans le résultat	3,1	-4,0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	212,6	173,3
Résultat de base par action (en euros)	0,959	0,782
Résultat dilué par action (en euros)	0,958	0,782
Nombre moyen pondéré d'actions	221 723 424	221 489 982
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	221 914 884	221 707 844

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	215,7	169,3
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾	29,1	35,7
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger	-3,6	3,3
Titres disponibles à la vente	0,0	0,1
Écarts de réévaluation	0,0	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence	2,2	4,2
- Réserves de conversion des sociétés mises en équivalence	2,0	4,0
- Titres disponibles à la vente des sociétés mises en équivalence	0,0	-0,1
- Plus et moins-values de cession de titres d'autocontrôle des sociétés mises en équivalence	0,2	0,3
Autres éléments du résultat global avant impôts	27,7	43,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global ⁽²⁾	-0,1	0,0
RESULTAT GLOBAL	243,3	212,6
- Dont part des minoritaires	3,9	-3,5
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	239,4	216,1

- (1) En 2010, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 17,1 millions d'euros sur Hong Kong, 9,9 millions d'euros en Australie et 4,2 millions d'euros en Argentine. Ils comprennent également le recyclage en résultat de -1,4 million d'euros suite à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan).
En 2011, les écarts de conversion sur opération faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 11,8 millions d'euros sur Hong Kong, 4,6 millions au Brésil et 3,9 millions d'euros en Chine. Ils comprennent également le recyclage en résultat suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) pour -0,1 million d'euros, JCDecaux Korea Inc. (Corée du Sud) pour 0,2 million d'euros et Garmoniya (Ukraine) pour 0,1 million d'euros.
- (2) En 2010, aucun des autres éléments du résultat global ne présente un effet d'impôt. En 2011, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ont généré des impôts différés pour -0,1 million d'euros.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
				Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Autres				Total Autres éléments
<i>En millions d'euros</i>											
Capitaux propres au 31 décembre 2009	3,4	996,3	1 067,3	-0,1	-38,4	0,9	0,3	-37,3	2 029,7	-21,6	2 008,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾		3,7	-0,2					0,0	3,5	1,4	4,9
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-5,8	-5,8
Paievements en actions		1,6						0,0	1,6		1,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0	3,4	3,4
Variations de périmètre ⁽³⁾			-3,2					0,0	-3,2	0,9	-2,3
Résultat de l'ensemble consolidé			173,3					0,0	173,3	-4,0	169,3
Autres éléments du Résultat global					42,5		0,3	42,8	42,8	0,5	43,3
Résultat global	0,0	0,0	173,3	0,0	42,5	0,0	0,3	42,8	216,1	-3,5	212,6
Autres			-0,5		0,2			0,2	-0,3	0,5	0,2
Capitaux propres au 31 décembre 2010	3,4	1 001,6	1 236,7	-0,1	4,3	0,9	0,6	5,7	2 247,4	-24,7	2 222,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾		4,4	-0,5					0,0	3,9	2,5	6,4
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-8,1	-8,1
Paievements en actions		4,0						0,0	4,0		4,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽³⁾			-0,6					0,0	-0,6	2,0	1,4
Résultat de l'ensemble consolidé			212,6					0,0	212,6	3,1	215,7
Autres éléments du Résultat global					26,6		0,2	26,8	26,8	0,8	27,6
Résultat global	0,0	0,0	212,6	0,0	26,6	0,0	0,2	26,8	239,4	3,9	243,3
Autres			-0,1					0,0	-0,1	0,1	0,0
Capitaux propres au 31 décembre 2011	3,4	1 010,0	1 448,1	-0,1	30,9	0,9	0,8	32,5	2 494,0	-24,3	2 469,7

- (1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.
- (2) En 2010, impact de l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG et exercice de l'option de vente d'Emre Kamçili sur les titres d'Era Reklam AS. Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en part des minoritaires dans le résultat pour respectivement -5,4 M€ en 2011 contre -7,8 M€ en 2010. Les variations sont expliquées au paragraphe 2.17 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».
- (3) En 2010, mouvements de périmètre suite à l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG, à l'exercice de l'option de vente sur les titres d'Era Reklam AS et à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan).
En 2011, mouvements de périmètre suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) et de Médiakiosk (France), et à l'acquisition complémentaire des titres de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd (Chine).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros

	2011	2010
Résultat net avant impôts	309,4	248,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-14,6	-3,9
Dividendes reçus des sociétés non consolidées ⁽¹⁾	-	-0,1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence ⁽¹⁾	1,3	-
Charges liées aux paiements en actions	4,0	1,6
Dotations nettes aux amortissements et provisions	208,5	221,8
Plus et moins-values de cession	-11,5	7,0
Charges nettes d'actualisation	11,1	19,8
Intérêts financiers nets	22,1	16,3
Dérivés financiers et résultat de change	10,2	-1,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	21,5	52,8
Variation des stocks	3,9	16,6
Variation des clients et autres créances	0,7	-63,7
Variation des fournisseurs et autres dettes	16,9	99,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	562,0	561,8
Intérêts financiers payés	-19,6	-24,6
Intérêts financiers reçus	7,6	8,3
Impôt sur le résultat payé	-101,7	-62,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	448,3	482,6
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-180,8	-164,9
Acquisitions de titres de participation	-56,1	0,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-13,9	-18,3
Variations des dettes sur immobilisations incorporelles & corporelles	0,2	6,4
Variations des dettes sur immobilisations financières	0,2	-0,8
Total Investissements	-250,4	-177,3
Cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	5,7	20,7
Cessions de titres de participation	8,9	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières	6,3	14,6
Variations des créances sur immobilisations incorporelles & corporelles	7,1	-17,4
Total Désinvestissements	28,0	17,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-222,4	-159,4
Distribution mise en paiement	-8,1	-5,8
Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-1,9	-4,2
Remboursement d'emprunts à long terme	-163,4	-368,2
Remboursement de contrats de location financement	-2,7	-2,6
Besoin de trésorerie (Financement)	-176,1	-380,8
Dividendes reçus ⁽¹⁾	-	1,1
Cessions partielles de participations sans perte de contrôle	0,3	0,0
Augmentation des capitaux propres	4,0	4,9
Augmentation des emprunts à long terme	31,9	153,2
Dégagement de trésorerie (Financement)	36,2	159,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-139,9	-221,6
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	3,6	8,3
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	89,6	109,9
Trésorerie nette d'ouverture	189,4	79,5
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	279,0	189,4

(1) Les dividendes reçus qui étaient auparavant classés en « Flux de trésorerie nets issus du financement » figurent désormais en « Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles » en 2011. Ce reclassement n'a pas été effectué en 2010, l'impact de 1,1 million d'euros n'étant pas matériel.

(2) Dont 288,7 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -9,7 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2011 contre respectivement 211,5 millions d'euros et -22,1 millions d'euros au 31 décembre 2010.

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2011	31/12/2010
Goodwill	§ 2.4	1 377,9	1 342,6
Autres immobilisations incorporelles	§ 2.4	328,8	318,9
Immobilisations corporelles	§ 2.5	1 139,4	1 137,7
Titres mis en équivalence	§ 2.6	158,2	141,2
Investissements financiers		1,4	2,1
Autres actifs financiers	§ 2.7	23,8	17,8
Impôts différés actif	§ 2.13	23,6	15,3
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 2.12	0,9	1,9
Autres créances	§ 2.8	37,5	49,5
ACTIFS NON COURANTS		3 091,5	3 027,0
Autres actifs financiers	§ 2.7	14,2	11,7
Stocks	§ 2.9	94,9	97,4
Instruments financiers dérivés	§ 2.18	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	§ 2.10	738,0	712,6
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 2.12	3,6	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 2.11	288,7	211,5
ACTIFS COURANTS		1 139,4	1 036,9
TOTAL DES ACTIFS		4 230,9	4 063,9

Passif*En millions d'euros*

31/12/2011

31/12/2010

Capital		3,4	3,4
Primes		1 010,0	1 001,6
Réserves consolidées		1 235,5	1 063,4
Résultat net du Groupe		212,6	173,3
Autres éléments des capitaux propres		32,5	5,7
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE MERE		2 494,0	2 247,4
Participations ne donnant pas le contrôle		-24,3	-24,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 2.14	2 469,7	2 222,7
Provisions	§ 2.15	198,8	195,8
Impôts différés passif	§ 2.13	111,8	106,7
Dettes financières	§ 2.16	357,8	459,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 2.17	78,6	73,6
Autres crédateurs		20,4	14,3
Instruments financiers dérivés	§ 2.18	17,7	19,3
PASSIFS NON COURANTS		785,1	869,0
Provisions	§ 2.15	29,9	36,0
Dettes financières	§ 2.16	71,1	83,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 2.17	13,3	12,9
Instruments financiers dérivés	§ 2.18	0,1	0,5
Fournisseurs et autres crédateurs	§ 2.19	822,5	788,0
Passifs d'impôt exigible	§ 2.12	29,5	28,9
Concours bancaires	§ 2.16	9,7	22,1
PASSIFS COURANTS		976,1	972,2
TOTAL DES PASSIFS		1 761,2	1 841,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 230,9	4 063,9

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2011	2010
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		2 463,0	2 350,0
Coûts directs d'exploitation	§ 3.1	-1 500,8	-1 432,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 3.1	-380,1	-362,5
MARGE OPÉRATIONNELLE		582,1	555,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 3.1	-207,9	-223,6
Perte de valeur des goodwill	§ 3.1	0,0	-0,5
Pièces détachées maintenance	§ 3.1	-37,9	-39,8
Autres produits opérationnels	§ 3.1	8,7	2,3
Autres charges opérationnelles	§ 3.1	-17,9	-14,8
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		327,1	279,0
Produits financiers	§ 3.2	16,7	11,9
Charges financières	§ 3.2	-49,0	-46,7
RÉSULTAT FINANCIER		-32,3	-34,8
Impôts sur les bénéfices	§ 3.3	-93,7	-78,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 3.5	14,6	3,9
RÉSULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		215,7	169,3
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		215,7	169,3
- Dont part des minoritaires dans le résultat		3,1	-4,0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		212,6	173,3
Résultat de base par action (en euros)		0,959	0,782
Résultat dilué par action (en euros)		0,958	0,782
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 3.4	221 723 424	221 489 982
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 3.4	221 914 884	221 707 844

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2011	2010
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		215,7	169,3
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		29,1	35,7
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-3,6	3,3
Titres disponibles à la vente		0,0	0,1
Écarts de réévaluation		0,0	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence		2,2	4,2
- Réserves de conversion des sociétés mises en équivalence		2,0	4,0
- Titres disponibles à la vente des sociétés mises en équivalence		0,0	-0,1
- Plus et moins-values de cession de titres d'autocontrôle des sociétés mises en équivalence		0,2	0,3
Autres éléments du résultat global avant impôts		27,7	43,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global ⁽²⁾		-0,1	0,0
RESULTAT GLOBAL		243,3	212,6
- Dont part des minoritaires		3,9	-3,5
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		239,4	216,1

(1) En 2010, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 17,1 millions d'euros sur Hong Kong, 9,9 millions d'euros en Australie et 4,2 millions d'euros en Argentine. Ils comprennent également le recyclage en résultat de -1,4 million d'euros suite à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan).

En 2011, les écarts de conversion sur opération faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 11,8 millions d'euros sur Hong Kong, 4,6 millions au Brésil et 3,9 millions d'euros en Chine. Ils comprennent également le recyclage en résultat suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) pour -0,1 million d'euros, JCDecaux Korea Inc. (Corée du Sud) pour 0,2 million d'euros et Garmoniya (Ukraine) pour 0,1 million d'euros.

(2) En 2010, aucun des autres éléments du résultat global ne présente un effet d'impôt. En 2011, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ont généré des impôts différés pour -0,1 million d'euros.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère

En millions d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
				Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2009	3,4	996,3	1 067,3	-0,1	-38,4	0,9	0,3	-37,3	2 029,7	-21,6	2 008,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾		3,7	-0,2					0,0	3,5	1,4	4,9
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-5,8	-5,8
Paievements en actions		1,6						0,0	1,6		1,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0	3,4	3,4
Variations de périmètre ⁽³⁾			-3,2					0,0	-3,2	0,9	-2,3
Résultat de l'ensemble consolidé			173,3					0,0	173,3	-4,0	169,3
Autres éléments du Résultat global					42,5		0,3	42,8	42,8	0,5	43,3
Résultat global	0,0	0,0	173,3	0,0	42,5	0,0	0,3	42,8	216,1	-3,5	212,6
Autres			-0,5		0,2			0,2	-0,3	0,5	0,2
Capitaux propres au 31 décembre 2010	3,4	1 001,6	1 236,7	-0,1	4,3	0,9	0,6	5,7	2 247,4	-24,7	2 222,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾		4,4	-0,5					0,0	3,9	2,5	6,4
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-8,1	-8,1
Paievements en actions		4,0						0,0	4,0		4,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽³⁾			-0,6					0,0	-0,6	2,0	1,4
Résultat de l'ensemble consolidé			212,6					0,0	212,6	3,1	215,7
Autres éléments du Résultat global					26,6		0,2	26,8	26,8	0,8	27,6
Résultat global	0,0	0,0	212,6	0,0	26,6	0,0	0,2	26,8	239,4	3,9	243,3
Autres			-0,1					0,0	-0,1	0,1	0,0
Capitaux propres au 31 décembre 2011	3,4	1 010,0	1 448,1	-0,1	30,9	0,9	0,8	32,5	2 494,0	-24,3	2 469,7

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(2) En 2010, impact de l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG et exercice de l'option de vente d'Emre Kamçili sur les titres d'Era Reklam AS. Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en part des minoritaires dans le résultat pour respectivement -5,4 M€ en 2011 contre -7,8 M€ en 2010. Les variations sont expliquées au paragraphe 2.17 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

(3) En 2010, mouvements de périmètre suite à l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG, à l'exercice de l'option de vente sur les titres d'Era Reklam AS et à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan).

En 2011, mouvements de périmètre suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) et de MédiaKiosk (France), et à l'acquisition complémentaire des titres de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd (Chine).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Résultat net avant impôts	309,4	248,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-14,6	-3,9
Dividendes reçus des sociétés non consolidées ⁽¹⁾	-	-0,1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence ⁽¹⁾	1,3	-
Charges liées aux paiements en actions	4,0	1,6
Dotations nettes aux amortissements et provisions	208,5	221,8
Plus et moins-values de cession	-11,5	7,0
Charges nettes d'actualisation	11,1	19,8
Intérêts financiers nets	22,1	16,3
Dérivés financiers et résultat de change	10,2	-1,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	21,5	52,8
Variation des stocks	3,9	16,6
Variation des clients et autres créances	0,7	-63,7
Variation des fournisseurs et autres dettes	16,9	99,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	562,0	561,8
Intérêts financiers payés	-19,6	-24,6
Intérêts financiers reçus	7,6	8,3
Impôt sur le résultat payé	-101,7	-62,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 4.1	448,3
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-180,8	-164,9
Acquisitions de titres de participation	-56,1	0,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-13,9	-18,3
Variations des dettes sur immobilisations incorporelles & corporelles	0,2	6,4
Variations des dettes sur immobilisations financières	0,2	-0,8
Total Investissements	-250,4	-177,3
Cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	5,7	20,7
Cessions de titres de participation	8,9	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières	6,3	14,6
Variations des créances sur immobilisations incorporelles & corporelles	7,1	-17,4
Total Désinvestissements	28,0	17,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 4.2	-222,4
Distribution mise en paiement	-8,1	-5,8
Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-1,9	-4,2
Remboursement d'emprunts à long terme	-163,4	-368,2
Remboursement de contrats de location financement	-2,7	-2,6
Besoin de trésorerie (Financement)	-176,1	-380,8
Dividendes reçus ⁽¹⁾	-	1,1
Cessions partielles de participations sans perte de contrôle	0,3	0,0
Augmentation des capitaux propres	4,0	4,9
Augmentation des emprunts à long terme	31,9	153,2
Dégagement de trésorerie (Financement)	36,2	159,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 4.3	-139,9
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	3,6	8,3
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	89,6	109,9
Trésorerie nette d'ouverture	189,4	79,5
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	279,0	189,4

(1) Les dividendes reçus qui étaient auparavant classés en « Flux de trésorerie nets issus du financement » figurent désormais en « Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles » en 2011. Ce reclassement n'a pas été effectué en 2010, l'impact de 1,1 million d'euros n'étant pas matériel.

(2) Dont 288,7 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -9,7 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2011 contre respectivement 211,5 millions d'euros et -22,1 millions d'euros au 31 décembre 2010.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2011, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe. Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 2.1 « Evolution du périmètre de consolidation en 2011 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2011, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 7 mars 2012, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2011. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2011 :

- IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées » ;
- l'amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits » ;
- l'amendement à IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal » ;
- l'IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres » ;
- les améliorations annuelles 2010 des IFRS.

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2010 sont maintenus. En particulier les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur la part des minoritaires dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne ou dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2011 :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2011 :
 - l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir : Transferts d'actifs financiers » ;
- Normes et amendements non adoptés par l'Union Européenne :
 - l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
 - l'IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
 - l'IFRS 11 « Partenariats » ;
 - l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
 - l'IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
 - l'IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels » ;
 - l'IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;

- L'amendement à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants » ;
- L'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- L'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies ».

L'impact de ces normes est en cours d'analyse et à ce stade, à l'exception d'IFRS 11, le management prévoit que l'application de ces normes ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés. L'amendement à IAS 19 devrait conduire à une augmentation de l'ordre de 13 millions d'euros des provisions au passif de l'état de situation financière sur la base des comptes au 31 décembre 2011, sans impact significatif sur le compte de résultat.

A l'avenir, l'application d'IFRS 11 qui conduit à la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint, devrait avoir pour effet une réduction de l'ordre de 10 % des lignes de chiffre d'affaires, de marge opérationnelle et de résultat d'exploitation du compte de résultat des états financiers consolidés IFRS, sans impact sur le résultat net du Groupe. Toutefois, et afin de refléter la réalité économique des sociétés du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continueront d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO) pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera sur cette information financière opérationnelle qui sera par ailleurs réconciliée avec les états financiers IFRS.

1.2. Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1er janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application prospective de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » à partir du 1er janvier 2004. Ainsi, les regroupements d'entreprises ayant une date d'effet antérieure n'ont pas été retraités.
- Dérogation aux dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » pour les montants cumulés des différences de conversion qui existent à la date de transition aux IFRS. Ainsi, le montant cumulé des différences de conversion pour toutes les activités à l'étranger a été remis à zéro au 1er janvier 2004. Les profits et les pertes réalisés lors de la cession ultérieure d'activités à l'étranger excluent de ce fait les différences de conversion nées avant le 1er janvier 2004 et n'incluent que les différences de conversion postérieures à cette date.
- Concernant IAS 19 « Avantages au personnel », il a été choisi de comptabiliser en capitaux propres tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. Cette option sur l'état de situation financière d'ouverture ne remet pas en cause l'utilisation de la méthode du « corridor » utilisée pour les écarts actuariels cumulés générés ultérieurement.
- Les dispositions de la norme IFRS 2 ont été appliquées aux plans de stock-options postérieurs au 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice n'étaient pas encore acquis au 1er janvier 2005.
- L'option de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur n'a pas été retenue à la date de transition.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint.

La mise en équivalence est adoptée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées. Les transactions avec les sociétés intégrées selon la méthode de l'intégration proportionnelle sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intégration.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat. Lors d'une cession partielle sans perte de contrôle, la quote-part relative à la partie cédée des différences de conversion accumulées en capitaux propres est recyclée dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill » et dans le paragraphe 1.23 « Provision pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 2.4 « Goodwill et autres immobilisations incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 3.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » pour la valorisation des titres mis en équivalence et au paragraphe 2.15 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour avantages au personnel et provisions pour démontage.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- l'existence d'un marché ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère en effet que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport et sont amorties sur la durée des contrats.

Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs, les passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater une provision.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de minoritaires dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts à des minoritaires sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables à la société-mère de la différence entre le coût d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, rentabilité insuffisante, etc.), une dépréciation des goodwill est constatée, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ». Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les flux de trésorerie provenant des prises de participation complémentaire dans une filiale contrôlée ainsi que les flux de trésorerie provenant des variations de part d'intérêt dans une filiale contrôlée qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle, sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie moyenne des contrats comprise entre 8 et 20 ans.

Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage
(Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 20 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| ▪ Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| ▪ Mobilier | 5 à 10 ans |

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à la filiale ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.
- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,4 % à 19,4 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,4 %, en 2011 contre 7,1 % en 2010, est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour et Australie, où le Groupe exerce près de 66 % de son activité.

- Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées sur la base du business plan pour lequel les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 24 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance compris entre 2 % et 3 % par an.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne "Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence".

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul des valeurs d'utilité basées sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.13. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, représentée généralement par leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués en l'absence de marché actif à la valeur d'usage ou d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une perte de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de la perte. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.14. Autres actifs financiers

Cette rubrique comprend notamment les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises, à des entités mises en équivalence ou non consolidées ainsi que la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle et les dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée par contrepartie du compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.15. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur coût et portées en diminution des capitaux propres. Les résultats de cessions sont également enregistrés en capitaux propres et ne contribuent pas à la formation du résultat de l'exercice.

1.16. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.17. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

1.19. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.20. Instruments financiers dérivés

Un dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat (taux d'intérêt ou taux de change notamment),
- un investissement net initial nul ou faible,
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. Aujourd'hui, le Groupe se limite à deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. On intègre dans cette catégorie, par exemple, les swaps receveurs de taux fixe et payeurs de taux variable utilisés pour transformer une dette à taux fixe en dette à taux variable. D'un point de vue comptable, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. On classe dans cette catégorie, par exemple, les swaps payeurs de taux fixe et receveurs de taux variable utilisés pour figer le coût d'un emprunt à taux variable. D'un point de vue comptable, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. A ce moment, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.21. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2010 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière. Les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur la part des minoritaires dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.22. Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de marché des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de présence des salariés au sein du Groupe. Le coût des services passés est amorti, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

1.23. Provision pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge d'actualisation est comptabilisée en charge financière.

1.24. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu et actions gratuites

1.24.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés en actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

Le Groupe a décidé d'appliquer la norme IFRS 2 à tous les plans de stock-options accordés le, ou postérieurement au, 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice de ces options n'étaient pas complètement acquis au 1er janvier 2005.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 3.1 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le droit d'exercice des options s'acquiert par tiers successifs sur une période de trois ans (« graded vesting »). D'autre part, tous les plans sont exclusivement dénoués en actions.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulee de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.24.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'attribution des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.25. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est le lancement de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.26. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs, à l'exclusion des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, de la perte de valeur des stocks, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.27. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.28. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

La loi de finance pour 2010 a remplacé la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions : la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Suite à ce changement et conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la CVAE comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.29. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

1.30. Résultat par action

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté de l'impact des actions propres. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de l'émission et du rachat d'actions et de la levée des stock-options.

2. COMMENTAIRES SUR L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE

2.1. Evolution du périmètre de consolidation en 2011

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2011 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle exclusif et conjoint)

A compter du 1er janvier 2011, la société Adbooth Pty Ltd (Australie), antérieurement consolidée par intégration proportionnelle, est consolidée par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50 %, suite à une modification du pacte d'actionnaires.

Le 14 janvier 2011, la société JCDecaux Out of Home Advertising Pte Ltd (Singapour) a acquis une participation complémentaire de 50 % dans la société JCDecaux Korea Inc. (anciennement IPDecaux Inc. - Corée du Sud). Cette société antérieurement consolidée par intégration proportionnelle à 50 %, est désormais consolidée par intégration globale.

Le 1er mars 2011, Wall AG (Allemagne) a acheté 50 % de la société VBM Kft (Hongrie). Cette société, désormais détenue à 100 %, est consolidée par intégration globale.

Le 9 juin 2011, la société JCDecaux Bulgaria Holding BV, nouvelle société créée et détenue à 50 % par Wall AG, a acheté à un tiers le groupe K. Out Of Home EOOD (renommée JCDecaux Bulgaria EOOD) opérant en Bulgarie ainsi que la société Wall Sofia EOOD à Wall AG. Ces entités sont désormais consolidées par intégration proportionnelle à 50 %.

Le 30 novembre 2011, le Groupe JCDecaux a acquis auprès de Presstalis, acteur de la distribution de la presse et de sa commercialisation, 95 % de la société Médiakiosk (France) qui opère un réseau de kiosques implantés au cœur des principales villes françaises. Cette société est consolidée par intégration globale.

Autres entrées de périmètre

Le 1er juillet 2011, la société Média Aéroports de Paris a démarré son activité de commercialisation de l'ensemble des espaces publicitaires dans les aéroports parisiens. Cette société, consolidée en intégration proportionnelle, est détenue à 50 % par Aéroports de Paris et par le Groupe.

Variations du pourcentage de détention

Le 13 septembre 2011, la société JCDecaux Central Eastern Europe GmbH (Autriche) a augmenté de 5 % ses droits financiers dans le groupe BigBoard (Russie/Ukraine) en contrepartie de l'abandon des calls croisés entre les deux sociétés. Le groupe BigBoard est désormais consolidé en intégration proportionnelle à 55 % sans changement du contrôle conjoint.

Le 14 novembre 2011, la société JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd a acheté 50 % des intérêts ne donnant pas le contrôle de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd (Chine). Cette société était déjà consolidée en intégration globale.

Fusions

En France, les sociétés Avenir, Centre de formation, JCDecaux Artvertising, Semup, JCD Airport France et DPE ont fusionné le 31 décembre 2011 dans la société JCDecaux France (anciennement JCDecaux Mobilier Urbain).

En Allemagne, les sociétés ACM GmbH, JCDecaux Stadtmöblierung GmbH, JCDecaux GmbH et Staudenraus Aussenwerbung GmbH, antérieurement consolidées par intégration globale, ont été absorbées par JCDecaux Deutschland GmbH avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

En Belgique, la société ACM SA, a été absorbée par JCDecaux Belgium Publicité SA et la société HDE Investissement a été absorbée par JCDecaux Billboard avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

2.2. Effets des acquisitions (prise de contrôle exclusif et conjoint)

Les principales acquisitions réalisées en 2011, concernant les sociétés Médiakiosk (France), JCDecaux Korea Inc. (Corée du Sud), Adbooth Pty Ltd (Australie), 50 % du groupe K. Out Of Home EOOD renommée JCDecaux Bulgaria EOOD (Bulgarie) et VBM Kft (Hongrie), ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

Juste valeur comptabilisée à la
date d'acquisition

(En millions d'euros)

Actifs non courants	49,3
Actifs courants	29,8
Total Actif	79,1
Participations ne donnant pas le contrôle	2,7
Passifs non courants	9,8
Passifs courants	23,9
Total Passif	36,4
Actif net à la juste valeur Part du Groupe	42,7
Goodwill ⁽¹⁾	33,5
Contrepartie totale transférée	76,2
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue ⁽²⁾	11,4
- dont prix d'acquisition ⁽³⁾	64,8
Prix d'acquisition	-64,8
Trésorerie nette acquise	8,2
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice	-56,6

(1) Principalement lié à Médiakiosk. L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions.

(2) Principalement lié à JCDecaux Korea Inc. et à Adbooth Pty Ltd.

(3) Montants avant déduction de la trésorerie nette acquise.

Ces prises de contrôle ont conduit le Groupe à enregistrer un gain net sur réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de 4,4 millions d'euros au compte de résultat.

Les valeurs d'actifs incorporels ainsi que les goodwill résiduels afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 11,5 millions d'euros et de 0,5 million d'euros. Les impacts sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2011 seraient une hausse de respectivement 25,7 millions d'euros et 3,5 millions d'euros.

2.3. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

En millions d'euros	31/12/2011					31/12/2010						
	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur
Investissements financiers		1,4			1,4	1,4		2,1			2,1	2,1
Instruments financiers dérivés (actif) ⁽²⁾					0,0	0,0					0,0	0,0
Autres actifs financiers			38,0		38,0	38,0		29,5			29,5	29,5
Clients et créances diverses (non courant) ⁽⁴⁾			7,4		7,4	7,4		7,4			7,4	7,4
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant) ⁽⁴⁾			661,7		661,7	661,7		618,4			618,4	618,4
Trésorerie			70,0		70,0	70,0		60,1			60,1	60,1
Equivalents de trésorerie ⁽¹⁾	218,7				218,7	218,7	94,2	57,2			151,4	151,4
Total des actifs financiers	218,7	1,4	777,1	0,0	997,2	997,2	94,2	2,1	772,6	0,0	868,9	868,9
Dettes financières				-428,9	-428,9	-428,9				-543,1	-543,1	-540,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	-92,0				-92,0	-92,0	-86,5				-86,5	-86,5
Instruments financiers dérivés (passif) ⁽²⁾	-17,8				-17,8	-17,8	-19,8				-19,8	-19,8
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant) ⁽⁴⁾				-552,3	-552,3	-552,3			-528,0		-528,0	-528,0
Autres créditeurs (non courant) ⁽⁴⁾				-16,4	-16,4	-16,4			-12,0		-12,0	-12,0
Concours bancaires				-9,7	-9,7	-9,7			-22,1		-22,1	-22,1
Total des passifs financiers	-109,8	0,0	0,0	-1 007,3	-1 117,1	-1 114,1	-106,3	0,0	0,0	-1 105,2	-1 211,5	-1 208,4

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 7) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7) pour 218,4 millions d'euros.

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7).

(3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 7).

(4) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avances et les charges constatées d'avances, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

2.4. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2010 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2010	1 365,0	22,6	479,6	45,2	1 912,4
Acquisitions / Augmentations	2,3	3,4	21,4	4,0	31,1
Sorties	-2,8		-20,7	-1,5	-25,0
Variations de périmètre			2,5		2,5
Conversion	8,6	0,1	21,3	2,9	32,9
Reclassements ⁽²⁾		0,2	17,4	-16,7	0,9
Valeur brute au 31 décembre 2010	1 373,1	26,3	521,5	33,9	1 954,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2010	-30,0	-9,2	-191,6	-17,2	-248,0
Dotations		-2,2	-39,2	-1,3	-42,7
Perte de valeur	-0,5		-4,8		-5,3
Sorties			10,3	1,3	11,6
Variations de périmètre			-1,0		-1,0
Conversion		-0,2	-7,5	-0,1	-7,8
Reclassements ⁽²⁾		0,1	-0,2		-0,1
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2010	-30,5	-11,5	-234,0	-17,3	-293,3
Valeur nette au 1er janvier 2010	1 335,0	13,4	288,0	28,0	1 664,4
Valeur nette au 31 décembre 2010	1 342,6	14,8	287,5	16,6	1 661,5

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2011 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2011	1 373,1	26,3	521,5	33,9	1 954,8
Acquisitions / Augmentations	33,5	2,6	7,1	9,9	53,1
Sorties	-1,0	-0,4	-11,6	0,0	-13,0
Variations de périmètre			49,8	0,5	50,3
Conversion	2,8	-0,1	10,4	1,0	14,1
Reclassements ⁽²⁾			8,2	-3,5	4,7
Valeur brute au 31 décembre 2011	1 408,4	28,4	585,4	41,8	2 064,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2011	-30,5	-11,5	-234,0	-17,3	-293,3
Dotations		-2,5	-43,1	-0,7	-46,3
Perte de valeur			4,2		4,2
Sorties		0,4	10,7		11,1
Variations de périmètre			-24,8		-24,8
Conversion			-4,6	-0,1	-4,7
Reclassements ⁽²⁾			-3,5		-3,5
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2011	-30,5	-13,6	-295,1	-18,1	-357,3
Valeur nette au 1er janvier 2011	1 342,6	14,8	287,5	16,6	1 661,5
Valeur nette au 31 décembre 2011	1 377,9	14,8	290,3	23,7	1 706,7

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2011			31/12/2010		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	364,1	444,9	809,0	357,8	471,5	829,3
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	259,9	79,1	339,0	259,6	85,6	345,2
Aéroports Monde	159,4	36,3	195,7	159,4	27,3	186,7
Affichage Royaume-Uni	156,6	46,7	203,3	156,5	48,5	205,0
Affichage France	138,9	13,2	152,1	138,9	16,1	155,0
Autres	299,0	807,6	1 106,6	270,4	768,2	1 038,6
Total	1 377,9	1 427,8	2 805,7	1 342,6	1 417,2	2 759,8

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill.

(1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour contrat déficitaire d'un montant de respectivement 3,8 millions d'euros et 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010, et sont également présentés nets des impôts différés passif liés à la reconnaissance des actifs incorporels lors des acquisitions, d'un montant de respectivement 36,6 millions d'euros et 36,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2011 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une reprise de perte de valeur nette de 1,3 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi qu'une reprise de provision pour perte à terminaison nette de 0,6 million d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -1,6 million d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance de la marge opérationnelle sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -1,1 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -10,7 millions d'euros sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume Uni).

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -2,6 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -10,5 millions d'euros sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume Uni).

Le résultat des tests de perte de valeur réalisés sur les sociétés mises en équivalence est décrit au paragraphe 3.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Autres immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2011, les autres immobilisations incorporelles nettes, hors goodwill, s'élèvent à 328,8 millions d'euros contre 318,9 millions d'euros au 31 décembre 2010.

2.5. Immobilisations corporelles

	31/12/2011		31/12/2010	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants Nets	Montants nets
<i>En millions d'euros</i>				
Terrains	23,8	-0,9	22,9	22,3
Constructions	82,7	-59,7	23,0	25,5
Installations techniques, matériel et outillage	2 582,1	-1 598,3	983,8	988,9
Matériel de transport	128,4	-84,4	44,0	43,8
Autres	139,1	-120,9	18,2	18,4
En cours, avances et acomptes	48,6	-1,1	47,5	38,8
Total	3 004,7	-1 865,3	1 139,4	1 137,7

Variations de l'exercice 2010 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2010	26,9	81,1	2 344,4	311,8	2 764,2
- Dont location financement		4,3	5,4	9,7	19,4
- Dont coût de démontage			100,2		100,2
Acquisitions	0,1	1,1	86,4	58,9	146,5
- Dont acquisitions en location financement				1,0	1,0
- Dont coût de démontage			9,4		9,4
Sorties	-0,1	-1,0	-66,1	-11,7	-78,9
- Dont sorties en location financement				-1,2	-1,2
- Dont coût de démontage			-11,8		-11,8
Variations de périmètre	-4,1		1,1	-0,7	-3,7
Reclassements	-0,3	0,2	36,3	-61,8	-25,6
Conversion	0,6	0,5	53,6	4,6	59,3
Valeur brute au 31 décembre 2010	23,1	81,9	2 455,7	301,1	2 861,8
Amortissements au 1er janvier 2010	-1,0	-53,4	-1 344,6	-193,4	-1 592,4
- Dont location financement		-2,8	-3,5	-5,8	-12,1
- Dont coût de démontage			-51,3		-51,3
Dotations nettes des reprises		-3,5	-173,5	-16,7	-193,7
- Dont dotations sur location financement		-0,4	-0,5	-1,4	-2,3
- Dont coût de démontage			-9,1		-9,1
Perte de valeur			9,6		9,6
Sorties		0,8	48,8	11,0	60,6
- Dont sorties sur location financement				1,1	1,1
- Dont coût de démontage			8,4		8,4
Variations de périmètre			-0,1	0,7	0,6
Reclassements	0,3		21,9	0,4	22,6
Conversion	-0,1	-0,3	-28,9	-2,1	-31,4
Amortissements au 31 décembre 2010	-0,8	-56,4	-1 466,8	-200,1	-1 724,1
Valeur nette au 1er janvier 2010	25,9	27,7	999,8	118,4	1 171,8
Valeur nette au 31 décembre 2010	22,3	25,5	988,9	101,0	1 137,7

L'impact net des reclassements est de -3,0 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Variations de l'exercice 2011 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2011	23,1	81,9	2 455,7	301,1	2 861,8
- Dont location financement		4,3	5,4	9,6	19,3
- Dont coût de démontage			100,3		100,3
Acquisitions	0,7	0,7	100,4	78,8	180,6
- Dont acquisitions en location financement				4,1	4,1
- Dont coût de démontage			15,3		15,3
Sorties	-0,4	-0,1	-58,8	-14,8	-74,1
- Dont sorties en location financement				-3,2	-3,2
- Dont coût de démontage			-11,6		-11,6
Variations de périmètre			37,1	5,0	42,1
Reclassements			36,1	-55,1	-19,0
Conversion	0,4	0,2	11,6	1,1	13,3
Valeur brute au 31 décembre 2011	23,8	82,7	2 582,1	316,1	3 004,7
Amortissements au 1er janvier 2011	-0,8	-56,4	-1 466,8	-200,1	-1 724,1
- Dont location financement		-3,2	-4,0	-6,2	-13,4
- Dont coût de démontage			-52,8		-52,8
Dotations nettes des reprises	-0,1	-3,2	-163,7	-16,9	-183,9
- Dont dotations sur location financement		-0,5	-0,5	-1,6	-2,6
- Dont coût de démontage			-9,1		-9,1
Perte de valeur			-2,7	-0,2	-2,9
Sorties			49,0	13,5	62,5
- Dont sorties sur location financement			0,0	2,8	2,8
- Dont coût de démontage			6,3		6,3
Variations de périmètre			-22,1	-2,5	-24,6
Reclassements			14,5	0,1	14,6
Conversion		-0,1	-6,5	-0,3	-6,9
Amortissements au 31 décembre 2011	-0,9	-59,7	-1 598,3	-206,4	-1 865,3
Valeur nette au 1er janvier 2011	22,3	25,5	988,9	101,0	1 137,7
Valeur nette au 31 décembre 2011	22,9	23,0	983,8	109,7	1 139,4

L'impact net des reclassements est de -4,4 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 7,0 millions d'euros contre 5,9 millions d'euros au 31 décembre 2010 et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Constructions	0,6	1,1
Panneaux	0,9	1,4
Matériel de transport	5,2	3,4
Autres immobilisations corporelles	0,3	0,0
Total	7,0	5,9

Plus de 80 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 23,0 millions d'euros. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts principalement en Allemagne et en France pour respectivement 8,7 millions d'euros et 5,6 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 97 % de ces constructions, les 3 % restant étant détenues en location financement.

2.6. Titres mis en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Allemagne		
Stadtreklame Nürnberg GmbH	11,1	9,6
Autriche		
Werbeplakat Soravia GmbH	0,6	0,8
Chine		
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,2	0,2
France		
Metrobus	12,6	10,8
Hong Kong		
Bus Focus Ltd	1,1	0,6
Poad	4,6	3,3
Suisse		
Affichage Holding	127,9	115,9
Macao		
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,1	0,0
Total	158,2	141,2

Les éléments financiers caractéristiques de l'état de situation financière des sociétés mises en équivalence sont les suivants (*) :

	31/12/2011				31/12/2010			
	% intégra- tion	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette	% intégra- tion	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette
<i>En millions d'euros</i>								
Allemagne								
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35%	15,1	5,5	9,6	35%	14,7	5,5	9,2
Autriche								
Werbeplakat Soravia GmbH	33%	6,2	5,3	0,9	33%	6,4	4,8	1,6
Chine								
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40%	0,6	0,3	0,3	40%	0,7	0,4	0,3
France								
Metrobus	33%	64,0	66,5	-2,5	33%	58,5	66,5	-8,0
Hong Kong								
Bus Focus Ltd	40%	3,5	0,7	2,8	40%	2,1	0,6	1,5
Poad	49%	16,6	7,1	9,5	49%	13,4	6,8	6,6
Suisse								
Affichage Holding ⁽¹⁾	30%	258,6	108,5	150,1	30%	224,1	113,9	110,2
Macao								
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30%	0,3	0,1	0,2	30%	0,6	0,5	0,1

(*) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(1) La valorisation à 30 % d'Affichage Holding au cours de bourse du 30 décembre 2011 s'élève à 100,7 millions d'euros.

La variation des titres mis en équivalence est la suivante sur 2011 :

	31/12/2010	Résultat	Dividendes	Conversion	Autres	31/12/2011
<i>En millions d'euros</i>						
Stadtreklame Nürnberg GmbH	9,6	0,6	-0,5		1,4	11,1
Werbeplakat Soravia GmbH	0,8	0,1	-0,3			0,6
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,2	0,0		0,0		0,2
Metrobus	10,8	1,8				12,6
Bus Focus Ltd	0,6	0,5		0,0		1,1
Poad	3,3	1,6	-0,5	0,2		4,6
Affichage Holding	115,9	10,0		1,8	0,2	127,9
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,0	0,0		0,1		0,1
Total	141,2	14,6	-1,3	2,1	1,6	158,2

2.7. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Prêts	23,6	19,4
Créances rattachées à des participations	5,8	4,5
Autres immobilisations financières	8,6	5,6
Total	38,0	29,5

Les autres actifs financiers sont principalement composés d'avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises, à des entités mises en équivalence ou non consolidées, de la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle, ainsi que de dépôts et cautionnements.

Au 31 décembre 2011, les autres actifs financiers ont augmenté de 8,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010. Cette variation est principalement due à l'augmentation des prêts accordés aux partenaires des coentreprises pour 3,6 millions d'euros, à la quote-part non éliminée des prêts accordés aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle pour un montant de 2,2 millions d'euros et au prêt de 1,5 million d'euros consenti par JCDecaux SA à Metrobus.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
≤ 1 an	14,2	11,7
> 1 an & ≤ 5 ans	21,1	16,2
> 5 ans	2,7	1,6
Total	38,0	29,5

2.8. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
- Créances diverses	9,6	9,5
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,2	-2,1
- Créances fiscales	0,8	0,8
- Charges constatées d'avance	29,3	41,3
Total Autres créances (actifs non courants)	39,7	51,6
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-2,2	-2,1
Total	37,5	49,5

2.9. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Valeur brute des stocks	119,6	122,2
Matières premières, approv. & marchandises	80,6	84,4
Produits intermédiaires et finis	39,0	37,8
Dépréciation	-24,7	-24,8
Matières premières, approv. & marchandises	-16,4	-17,6
Produits intermédiaires et finis	-8,3	-7,2
Total	94,9	97,4

2.10. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
- Créances clients	631,9	595,6
<i>Dépréciation des créances clients</i>	-27,5	-26,2
- Créances diverses	14,2	12,6
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-1,4	-1,3
- Autres créances d'exploitation	26,6	13,6
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	-0,5	-1,0
- Créances fiscales diverses	25,5	38,6
- Créances sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	10,8	17,5
- Créances sur cession d'immobilisations financières	7,6	7,6
- Avances et acomptes versés	7,1	8,8
- Charges constatées d'avance	43,7	46,8
Total Clients et autres débiteurs	767,4	741,1
Total Dépréciation des créances clients et autres débiteurs	-29,4	-28,5
Total	738,0	712,6

Au 31 décembre 2011, les créances clients et autres débiteurs ont augmenté de 25,4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010. Cette augmentation est principalement liée à la hausse du chiffre d'affaires du Groupe et à des effets de change.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 242,0 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 240,1 millions d'euros au 31 décembre 2010. 7,3 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2011 contre 6,9 % au 31 décembre 2010. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

2.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Trésorerie	70,0	60,1
Équivalents de trésorerie	218,7	151,4
Total	288,7	211,5

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de 288,7 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie dont 10,3 millions d'euros placés en garanties, contre 9,5 millions d'euros au 31 décembre 2010. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôt court terme et d'OPCVM monétaires.

2.12. Créances d'impôts sur les sociétés et passifs d'impôt exigible

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Créances d'impôts sur les sociétés	4,5	5,6
Passifs d'impôt exigible	-29,5	-28,9
Total	-25,0	-23,3

2.13. Impôts différés nets

2.13.1. Impôts différés comptabilisés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Impôts différés actif	23,6	15,3
Impôts différés passif	-111,8	-106,7
Total	-88,2	-91,4

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Immobilisations corporelles et incorporelles	-121,4	-123,1
Reports déficitaires	3,9	6,0
Provision pour démontage	16,0	15,5
Autres	13,3	10,2
Total	-88,2	-91,4

2.13.2. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2011, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 26,0 millions d'euros, contre 26,7 millions d'euros au 31 décembre 2010.

2.14. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2011, le capital s'établit à 3 382 240,96 euros divisé en 221 860 303 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2011 et au 31 décembre 2011

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2011	221 602 115
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	21 188
Emission d'actions suite aux levées d'options	237 000
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2011	221 860 303

Au 31 décembre 2011, le Groupe ne détient aucune action propre.

2.15. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
<i>En millions d'euros</i>		
Provisions pour démontage	160,9	156,3
Provisions pour retraites et avantages assimilés	38,6	36,6
Provisions pour litiges	7,8	14,8
Autres provisions	21,4	24,1
Total	228,7	231,8

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2011, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 7 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 3,90 % au 31 décembre 2011, taux identique au 31 décembre 2010. L'utilisation d'un taux de 3,65 % (variation de 25 points de base) aurait conduit à une charge financière complémentaire de l'ordre de 3,8 millions d'euros, et l'utilisation d'un taux de 3,40 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une charge financière additionnelle de l'ordre de 7,7 millions d'euros.

Les provisions pour litiges représentent un montant de 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des collectivités publiques en France et à l'étranger) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La direction juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la direction financière. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

Les autres provisions d'un montant de 21,4 millions d'euros sont constituées à hauteur de 5,9 millions d'euros de provisions pour risques liés aux relations contractuelles avec les partenaires ou les concédants qui ne font pas l'objet de procédure, à hauteur de 3,7 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux, à hauteur de 3,8 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison principalement en Finlande et en Chine, et de provisions diverses pour 8,0 millions d'euros.

Variation des provisions

	31/12/2010	Dotations	Actuali- sation	Reprises		Reclas- sements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2011
				Consommées	Non consommées				
<i>En millions d'euros</i>									
Provisions pour démontage	156,3	15,3	5,9	-9,7	-9,6		1,3	1,4	160,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	36,6	5,5		-1,3	-3,3	0,8	0,1	0,2	38,6
Provisions pour litiges	14,8	1,6		-5,5	-0,4	-2,4	-0,5	0,2	7,8
Autres provisions	24,1	5,4		-5,4	-2,0	-1,1	0,3	0,1	21,4
Total	231,8	27,8	5,9	-21,9	-15,3	-2,7	1,2	1,9	228,7

Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur des risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

En l'absence d'obligation contractuelle de démontage des panneaux de l'activité Affichage, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe. Toutefois, certaines sociétés (en France, Autriche et Royaume-Uni) exploitent des panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et dont le coût de démontage unitaire est significatif. A ce titre, le coût global de démontage est estimé, en valeur non actualisée, au 31 décembre 2011 à 6,6 millions d'euros contre 6,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés. En 2011, le changement d'indexation des rentes de certains bénéficiaires de prestations définies a conduit à une diminution de l'engagement.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

Aux Pays-Bas, le plan de pension a été liquidé en 2011 auprès d'une compagnie d'assurance et transformé en plan à cotisations définies.

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 30,1 millions d'euros en 2011 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande) contre 28,6 millions d'euros en 2010 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande).

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2010, ces trois plans étaient en surplus pour un total de 7,7 milliards d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées dans l'année 2011, soit 0,3 million d'euros. Sur les trois plans, seul un plan a augmenté le niveau de cotisations en 2011, la politique de financement des deux autres plans prévoyant la constitution de réserve.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2011	2010
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	4,30 %	4,50 %
Royaume-Uni	4,90 %	5,40 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,59 %	2,55 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux de revalorisation des pensions		
Zone Euro	1,50 %	1,94 %
Royaume-Uni	3,50 %	3,70 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Le Groupe a déterminé le taux d'actualisation sur la base d'indices publics permettant de s'assurer de la qualité des obligations prises en référence. Par exemple, le Groupe s'est appuyé en 2011 sur l'indice Iboxx pour la zone Euro, retraité des obligations dont les émetteurs n'avaient plus une notation considérée comme de première qualité au 31 décembre, ce qui a été considéré plus pertinent que les données issues d'autres indices utilisés précédemment (l'indice Bloomberg était par exemple retenu fin 2010 sur la zone Euro).

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	13,4	64,8	4,7	82,9
Coût des services rendus	0,7	2,1	0,4	3,2
Intérêts sur la dette	0,7	3,5	0,2	4,4
Modifications de régimes	-0,1	-0,4		-0,5
Ecarts actuariels ⁽¹⁾	1,5	0,8	0,2	2,5
Prestations payées	-0,8	-3,3	-0,4	-4,5
Autres (Ecarts de change)	0,1	1,3		1,4
Dette actuarielle à la clôture	15,5	68,8	5,1	89,4
<i>dont France</i>	<i>10,6</i>	<i>25,4</i>	<i>2,5</i>	<i>38,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,9</i>	<i>43,4</i>	<i>2,6</i>	<i>50,9</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		37,4		37,4
Rendement attendu ⁽²⁾		2,2		2,2
Ecarts actuariels ⁽³⁾		2,3		2,3
Contributions employeur		2,5		2,5
Prestations payées		-3,3		-3,3
Autres (Ecarts de change)		1,0		1,0
Actifs à la clôture		42,1		42,1
<i>dont France</i>		<i>5,1</i>		<i>5,1</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>37,0</i>		<i>37,0</i>
Provision				
Couverture financière	15,5	26,7	5,1	47,3
Ecarts actuariels non amortis	-3,6	-5,2		-8,8
Coût des services passés non amortis	-0,6	-1,5		-2,1
Actif non comptabilisé		0,2		0,2
Provision à la clôture	11,3	20,2	5,1	36,6
<i>dont France</i>	<i>7,5</i>	<i>13,7</i>	<i>2,5</i>	<i>23,7</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>3,8</i>	<i>6,5</i>	<i>2,6</i>	<i>12,9</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,7	2,1	0,4	3,2
Intérêts sur la dette	0,7	3,5	0,2	4,4
Rendement attendu des placements		-2,2		-2,2
Amortissement des écarts actuariels	0,1	1,2	0,2	1,5
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,2		0,3
Autres		0,2		0,2
Charge de l'exercice	1,6	5,0	0,8	7,4
<i>dont France</i>	<i>1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>4,0</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,4</i>

(1) Dont 5,3 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et -2,8 millions d'euros lié aux écarts d'expérience.

(2) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2009.

(3) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

▪ en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	15,5	68,8	5,1	89,4
Coût des services rendus	0,7	2,5	0,4	3,6
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Acquisitions / cessions / transferts de régimes ⁽¹⁾	0,5	1,7	0,3	2,5
Modifications / liquidations de régimes ⁽²⁾	0,3	-8,8	1,5	-7,0
Ecart actuariels ⁽³⁾	-0,2	2,1		1,9
Prestations payées	-0,7	-2,0	-0,4	-3,1
Autres (Ecart de change)		1,1		1,1
Dette actuarielle à la clôture	16,8	68,7	7,1	92,6
<i>dont France</i>	<i>11,0</i>	<i>29,8</i>	<i>4,3</i>	<i>45,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,8</i>	<i>38,9</i>	<i>2,8</i>	<i>47,5</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		42,1		42,1
Rendement attendu ⁽⁴⁾		2,4		2,4
Acquisitions / cessions / transferts de régimes ⁽¹⁾		1,5		1,5
Liquidations de régimes ⁽²⁾		-5,8		-5,8
Ecart actuariels ⁽⁵⁾		-0,8		-0,8
Contributions employeur		2,9		2,9
Prestations payées		-2,0		-2,0
Autres (Ecart de change)		1,0		1,0
Actifs à la clôture		41,3		41,3
<i>dont France</i>		<i>6,4</i>		<i>6,4</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>34,9</i>		<i>34,9</i>
Provision				
Couverture financière	16,8	27,4	7,1	51,3
Ecart actuariels non amortis	-3,2	-7,5		-10,7
Coût des services passés non amortis	-0,6	-1,4		-2,0
Actif non comptabilisé				0,0
Provision à la clôture	13,0	18,5	7,1	38,6
<i>dont France</i>	<i>8,3</i>	<i>15,7</i>	<i>4,2</i>	<i>28,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>	<i>2,9</i>	<i>10,4</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,7	2,5	0,4	3,6
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Rendement attendu des placements		-2,4		-2,4
Amortissement des écart actuariels	0,2	0,1	0,0	0,3
Amortissement du coût des services passés	0,3	-1,2	1,5	0,6
Liquidations de régimes		-1,1		-1,1
Réductions de régimes	-0,2			-0,2
Limitation des surplus		-0,1		-0,1
Charge de l'exercice	1,7	1,1	2,1	4,9
<i>dont France</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,7</i>	<i>5,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>

(1) Dont 0,8 million d'euros de reclassement de provision retraite, 0,5 million d'euros de transferts de dettes actuarielles et d'actifs financiers dans le fonds anglais, et 1,2 million d'euros de dettes actuarielles converties par 1,0 million d'euros d'actifs au titre de l'acquisition de la société Médiakiosk.

(2) Dont -1,4 million d'euros de modification du plan de pension anglais (changement de l'indice de référence retenu pour la revalorisation des rentes (passant ainsi du RPI au CPI) à la suite d'une décision du gouvernement britannique), 1,5 million d'euros de dettes actuarielles au titre de la couverture médicale de certains retraités français, -7,4 millions d'euros au titre de la liquidation de la dette actuarielle du plan de pension néerlandais et -5,8 millions d'euros au titre de la liquidation des actifs de couverture de ce même plan.

(3) Dont 2,2 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et -0,3 million d'euros lié aux écarts d'expérience.

(4) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2010.

(5) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2011 s'élève à 92,6 millions d'euros et est principalement située dans 3 pays : France (49 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (36 %) et Autriche (7 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 5,7 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement.

Les variations observées ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les écarts actuariels négatifs restant à amortir au 31 décembre 2011 s'élèvent à -10,7 millions d'euros et concernent principalement les sociétés françaises.

Le coût des services passés non amortis au 31 décembre 2011 s'élève à -2,0 millions d'euros et correspond d'une part au surcoût généré par l'application de la loi Fillon en 2003 et d'autre part au profit généré par l'application de la loi Fillon 2010 sur le relèvement progressif de l'âge légal de départ en retraite (passage de 61 ans à 62 ans) du personnel non cadre. Ce montant fait l'objet d'un amortissement sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Les mouvements nets des régimes de retraite et assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Au 1er janvier	36,6	32,7
Charge de l'exercice	4,9	7,4
Ecart de conversion	0,1	0,2
Cotisations versées	-2,9	-2,5
Prestations payées	-1,1	-1,2
Autres ⁽¹⁾	1,0	0,0
Au 31 décembre	38,6	36,6

(1) Dont 0,8 million d'euros de reclassement de provision pour retraite et 0,2 million d'euros de provision pour retraite au titre de l'entrée de Médiakiosk dans le Groupe.

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	2011				2010			
	Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾		Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾	
	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni
Actions	17,6	43%	6,5%	7,2%	17,9	43%	6,5%	7,2%
Obligations	18,7	45%	4,1%	4,2%	14,9	35%	4,1%	4,7%
Immobilier	1,9	5%	4,7%		0,6	1%	4,7%	
Autres	3,1	7%	4,5%	7,2%	8,7	21%	4,8%	7,2%
Total	41,3	100%	4,5%	5,6%	42,1	100%	4,7%	6,1%

(1) Les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture sont déterminés sur la base des performances historiques, des perspectives actuelles et à long terme des actifs composant les fonds de couvertures.

Le Groupe prévoit de verser en 2012 des cotisations aux fonds de couverture de 1,1 million d'euros.

L'information rétrospective sur les avantages postérieurs à l'emploi est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010	2009	2008	2007
Dette actuarielle à la clôture	92,6	89,4	82,9	71,4	80,0
Actifs à la clôture	41,3	42,1	37,4	31,7	43,0
Couverture financière	51,3	47,3	45,5	39,7	37,0
Ecart actuariel d'expérience sur la dette actuarielle	-0,3	-2,8	-0,4	0,1	1,0
<i>en % de la dette actuarielle</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-3,1%</i>	<i>-0,5%</i>	<i>0,1%</i>	<i>1,3%</i>
Ecart actuariel d'expérience sur l'actif	-0,8	2,3	2,8	-8,2	-1,8
<i>en % de l'actif</i>	<i>-1,9%</i>	<i>5,5%</i>	<i>7,5%</i>	<i>-25,9%</i>	<i>-4,2%</i>

2.16. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2011			31/12/2010		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan	(1)	71,1	357,8	428,9	83,8	459,3	543,1
Instruments financiers dérivés actifs				0,0			0,0
Instruments financiers dérivés passifs		0,1	17,7	17,8	0,5	19,3	19,8
Instruments financiers de couverture	(2)	0,1	17,7	17,8	0,5	19,3	19,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		288,7		288,7	211,5		211,5
Concours bancaires		-9,7		-9,7	-22,1		-22,1
Trésorerie nette	(3)	279,0	0,0	279,0	189,4	0,0	189,4
Retraitement des prêts liés aux sociétés consolidées en proportionnelle (*)	(4)	13,3	6,9	20,2	9,1	5,6	14,7
Dettes financières nettes (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-221,1	368,6	147,5	-114,2	473,0	358,8

(*) La dette financière nette est retraitée des prêts liés aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle lorsque le financement est réparti entre les différents actionnaires.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 2.17 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers dérivés et les caractéristiques de la dette avant et après couvertures sont détaillés au paragraphe 2.18 « Instruments dérivés ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui se détermine en corrigeant la valeur comptable de la dette (dette financière brute au bilan), de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2011			31/12/2010		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan	(1)	71,1	357,8	428,9	83,8	459,3	543,1
Impact du coût amorti			0,5	0,5		1,8	1,8
Impact de la couverture de juste valeur			18,0	18,0		19,6	19,6
Revalorisation IAS 39	(2)	0,0	18,5	18,5	0,0	21,4	21,4
Dettes financières économiques	(3)=(1)+(2)	71,1	376,3	447,4	83,8	480,7	564,5

Au 31 décembre 2011, la dette financière économique se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011			31/12/2010		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires		292,3	292,3		292,3	292,3
Emprunts auprès des établissements de crédit	45,2	47,2	92,4	69,3	165,5	234,8
Emprunts et dettes financières divers	20,3	31,5	51,8	9,5	18,6	28,1
Emprunts de location financement	2,9	5,3	8,2	2,3	4,3	6,6
Intérêts courus	2,7		2,7	2,7		2,7
Dettes financières économiques	71,1	376,3	447,4	83,8	480,7	564,5

Dans le courant de l'année 2011, le Groupe a remboursé par anticipation une ligne de crédit confirmée de 100 millions d'euros d'échéances 2014 et 2015.

Les dettes financières principales du Groupe sont portées par JCDecaux SA et comprennent principalement l'emprunt obligataire qui se détaille ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	Montant en valeur économique	Montant en valeur comptable	Montant en valeur de marché	Date d'émission	Date d'échéance
Emprunt obligataire (USPP)	292,3	274,3	271,3	avril 2003	avril 2013 et avril 2015

Ces dettes ne faisant pas l'objet d'une cotation sur les marchés, les valorisations indiquées reposent notamment sur des informations fournies par les banques. L'utilisation d'hypothèses ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet sur les valeurs estimées.

Le Groupe dispose également au 31 décembre 2011 d'une ligne de crédit revolving confirmée pour 850,0 millions d'euros portée par JCDecaux SA d'échéances juin 2012 et juin 2013. Cette ligne est non tirée au 31 décembre 2011 et elle a été remplacée en février 2012 par une nouvelle ligne d'un montant de 600 millions d'euros avec une maturité de 5 ans.

Ces sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :

- Ratio de couverture d'intérêts : marge opérationnelle / frais financiers nets strictement supérieur à 3,5 ;
- Ratio d'endettement net : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 31 décembre 2011, le Groupe respecte ces « covenants » avec des valeurs très éloignées des limites requises, avec des ratios respectifs de 44,8 et 0,3.

Le taux d'intérêt effectif moyen de ces dettes après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt est de l'ordre de 2,6 % sur l'année 2011.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour un montant de 92,4 millions d'euros ;
- des dettes de location financement pour 8,2 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des emprunts et dettes financières divers pour 51,8 millions d'euros qui comprennent principalement les emprunts souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales.
- des intérêts courus pour un montant de 2,7 millions d'euros.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Echéance à moins d'un an	71,1	83,8
Echéance à plus d'un an et moins de 5 ans	367,0	469,3
Echéance à plus de 5 ans	9,3	11,4
Total	447,4	564,5

Ventilation des dettes financières par devise

Ventilation des dettes par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2011		31/12/2010	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	373,9	84%	460,8	82%
Yuan chinois	34,2	8%	39,5	7%
Shekel israélien	25,0	6%	23,4	4%
Yen japonais	24,3	5%	22,9	4%
Livre sterling	24,1	5%	16,0	3%
Livre turque	20,4	5%	0,0	0%
Roupie indienne	12,8	2%	13,6	3%
Peso chilien	10,5	2%	10,2	2%
Dollar américain	7,6	2%	18,6	3%
Baht thaïlandais	7,2	2%	18,0	3%
Dollar canadien	3,7	1%	5,1	1%
Dollar de Singapour	3,4	1%	-8,6	-2%
Dollar australien ⁽¹⁾	-8,6	-2%	-17,6	-3%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-13,5	-3%	-5,8	-1%
Dollar de Hong-Kong ⁽¹⁾	-79,2	-18%	-36,9	-7%
Autres	1,6	0%	5,3	1%
Total	447,4	100%	564,5	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

Ventilation des dettes par nature de taux d'origine (avant couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2011	31/12/2010
<i>En millions d'euros</i>		
Taux fixe	172,7	163,3
Taux variable	274,7	401,2
Total	447,4	564,5

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (après couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2011		31/12/2010	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	30,5	7%	21,0	4%
Taux variable couvert par options	105,0	23%	105,0	19%
Taux variable	311,9	70%	438,5	77%
Total	447,4	100%	564,5	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

	31/12/2011			31/12/2010		
	Paiements futurs minimaux	Intérêts	Principal	Paiements futurs minimaux	Intérêts	Principal
<i>En millions d'euros</i>						
Moins d'un an	2,8	0,1	2,9	2,2	0,1	2,3
Entre 1 et 5 ans	5,1	0,2	5,3	4,2	0,1	4,3
Plus de 5 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	7,9	0,3	8,2	6,4	0,2	6,6

2.17. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 91,9 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 86,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019, pour une valeur actualisée au passif de l'état de situation financière de 64,1 millions d'euros.

L'augmentation de 5,4 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 correspond aux charges d'actualisation enregistrées sur la période.

2.18. Instruments dérivés

Le Groupe n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation des instruments dérivés concerne principalement la société JCDecaux SA.

2.18.1. Instruments dérivés de couverture à l'émission des emprunts obligataires

En 2003, en émettant son emprunt obligataire (USPP) aux Etats-Unis, JCDecaux SA a levé des ressources dont une part significative (250 millions de dollars) était libellée en dollar américain et à taux fixe. Le Groupe n'ayant pas généré de besoins de financement libellés en dollar américain d'un tel montant et privilégiant une indexation variable pour ses emprunts à moyen et long terme, JCDecaux SA a procédé, concomitamment à l'émission de son emprunt obligataire, à la mise en place de swaps d'émission pour se protéger contre le risque de variation de juste valeur de la dette.

Au 31 décembre 2011, l'emprunt obligataire (USPP) se présente ainsi - avant et après couvertures - :

	Tranche B	Tranche C	Tranche D	Tranche E
Montant avant couverture	100 MUSD	100 MEUR	50 MUSD	50 MEUR
Echéance	avril 2013	avril 2013	avril 2015	avril 2015
Remboursement	In fine	In fine	In fine	In fine
Taux d'intérêt avant couverture	Taux fixe USD	EURIBOR	Taux fixe USD	EURIBOR
Instrument de couverture	swap de taux d'intérêt combiné à un swap de base : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable EURIBOR	NA	swap de taux d'intérêt combiné à un swap de base : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable EURIBOR	NA
Montant après couverture	94,8 MEUR	100 MEUR	47,4 MEUR	50 MEUR
Taux d'intérêt après couverture	EURIBOR	EURIBOR	EURIBOR	EURIBOR

La couverture de taux d'intérêt sur la tranche A, de même que la dette sous jacente, est arrivée à échéance en avril 2010.

Ces swaps d'émission remplissent les conditions pour être qualifiés de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Les caractéristiques des dettes couvertes et des instruments de couverture sont identiques, la couverture est donc parfaite.

L'élément couvert étant valorisé à la juste valeur, les variations de l'élément couvert sont compensées par des variations symétriques de valeur des instruments dérivés. Ainsi, les impacts au niveau du compte de résultat sont neutralisés.

Les valeurs de marché de ces instruments dérivés ont été déterminées par actualisation du différentiel de flux de trésorerie sur la base des taux « zéro coupon » en vigueur à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Traitement IAS39	Valeur de marché au 31/12/11	Valeur de marché au 31/12/10
Swap de taux d'intérêt	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux d'intérêt	8,7	10,9
Swap de base	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux de change	-26,3	-30,0
Total		-17,6	-19,1

2.18.2. Autres instruments dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2011, le Groupe détient 100 millions d'euros de couvertures de taux d'intérêt sous forme de caps spread et de vente de floors d'échéance 2014 et 5 millions d'euros sous forme de cap d'échéance 2012. Ces couvertures ne sont pas exerçables au 31 décembre 2011.

Au sens de l'IAS 39, l'efficacité de ces instruments financiers par rapport aux éléments couverts n'est pas démontrée. A ce jour, le Groupe ne souhaite pas appliquer une comptabilité de couverture à ces instruments. En conséquence, seule la valeur de marché de ces instruments est enregistrée à l'actif ou au passif de l'état de situation financière, les variations de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Les valeurs de marché utilisées pour ce type d'instrument dérivé sont les valorisations communiquées par les banques.

Au 31 décembre 2011, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,1 million d'euros contre -0,2 million d'euros au 31 décembre 2010.

2.18.3. Instruments de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2011, les positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
<i>Achats à terme contre euros :</i>		
Dollar de Hong-Kong	79,2	33,4
Dirham des Emirats Arabes Unis	13,5	5,6
Dollar australien	10,4	17,6
Dollar américain	8,4	0,0
Couronne suédoise	5,7	3,6
Riyal saoudien	4,5	0,0
Couronne norvégienne	2,8	1,5
Dollar singapourien	0,0	8,6
Autres	0,2	0,4
<i>Ventes à terme contre euros :</i>		
Shekel Israélien	25,0	23,8
Livre sterling	22,3	19,6
Livre turque	20,7	0,0
Yen japonais	17,6	17,1
Dollar singapourien	3,4	0,0
Dollar canadien	2,5	3,4
Dollar américain	0,0	17,2
Autres	0,6	2,9

Au 31 décembre 2011, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,1 million d'euros contre -0,5 million d'euros au 31 décembre 2010.

2.19. Fournisseurs et autres créditeurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Fournisseurs	307,1	283,3
Dettes fiscales et sociales	171,6	170,9
Autres dettes d'exploitation	198,6	200,3
Dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	16,1	15,5
Dettes sur acquisition d'immobilisations financières	14,4	14,2
Autres dettes	16,1	14,7
Avances et acomptes reçus	23,0	14,4
Produits constatés d'avance	75,6	74,7
Total	822,5	788,0

L'augmentation des dettes courantes de 34,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 est principalement liée à la progression de l'activité et à des effets de change.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

3. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Baux et redevances	-901,8	-857,1
Autres charges d'exploitation nettes	-479,3	-456,1
Impôts et taxes	-6,1	-7,0
Frais de personnel	-493,7	-474,4
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-1 880,9	-1 794,6
Dotations aux provisions nettes des reprises	21,0	8,0
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-228,9	-231,6
Perte de valeur des goodwill	0,0	-0,5
Pièces détachées maintenance	-37,9	-39,8
Autres produits opérationnels	8,7	2,3
Autres charges opérationnelles	-17,9	-14,8
Total	-2 135,9	-2 071,0

(1) dont -1 500,8 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -380,1 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2011 (contre respectivement -1 432,1 millions d'euros et -362,5 millions d'euros en 2010).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux.

En 2011, les baux et redevances payés en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire s'élèvent à 901,8 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-761,2	-482,2	-279,0
Baux Affichage	-140,6	-111,2	-29,4
Total	-901,8	-593,4	-308,4

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend quatre grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les frais de timbres et taxes sur affichage ;
- les charges de location simple ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe.

Les charges de location simple, d'un montant de 42,8 millions d'euros en 2011, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 7,6 millions d'euros en 2011, contre 5,0 millions d'euros en 2010.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements en actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Rémunérations et avantages divers	-388,6	-375,1
Charges sociales	-101,1	-97,7
Charges liées aux paiements en actions	-4,0	-1,6
Total	-493,7	-474,4

Les frais de personnel liés aux avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Retraites	-2,8	-6,6
Autres avantages à long terme	-2,1	-0,8
Total ⁽¹⁾	-4,9	-7,4

(1) Dont -0,9 million d'euros de charges liées aux retraites et autres avantages à long terme incluses sur la ligne « dotations aux provisions nettes des reprises » en 2011, contre -4,5 millions d'euros en 2010.

Les charges de paiement en actions liées à IFRS 2 s'élèvent à 4,0 millions d'euros en 2011 contre 1,6 million d'euros en 2010.

Détail des plans d'actions gratuites :

	Plan 2011	Plan 2010	
Date d'attribution	17/02/2011	01/12/2010	01/12/2010
Nombre de bénéficiaires	1	1	1
Date d'acquisition	17/02/2015	01/12/2012	01/12/2014
Nombre d'actions gratuites	13 076	27 056	19 211
Taux sans risque (en %)	2,27	1,06	1,69
Cours à la date d'attribution (en €)	24,00	19,93	19,93
Dividende /action attendu année N+1 (en €) ⁽¹⁾	0,00	0,16	0,16
Dividende /action attendu année N+2 (en €) ⁽¹⁾	0,40	0,27	0,27
Dividende /action attendu année N+3 (en €) ⁽¹⁾	0,55	-	0,31
Dividende /action attendu année N+4 (en €) ⁽¹⁾	0,70	-	0,48
Juste Valeur des actions (en €)	22,64	19,53	18,89

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg)

Détail des plans de stock-options :

	Plan 2011	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008	Plan 2007	Plan 2006	Plan 2005
Date d'attribution	17/02/2011	01/12/2010	23/02/2009	15/02/2008	20/02/2007	20/02/2006	04/03/2005
Date de fin d'acquisition des droits	17/02/2014	01/12/2013	23/02/2012	15/02/2011	20/02/2010	20/02/2009	04/03/2008
Date d'expiration	17/02/2018	01/12/2017	23/02/2016	15/02/2015	20/02/2014	20/02/2013	04/03/2012
Nombre de bénéficiaires	220	2	2	167	178	4	140
Nombre d'options	934 802	76 039	101 270	719 182	763 892	70 758	690 365
Prix d'exercice	23,49 €	20,20 €	11,15 €	21,25 €	22,58 €	20,55 €	19,81 €

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNÉE	2011	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	2010	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 208 451		20,35 €	2 433 433 ⁽¹⁾		19,84 €
- Options octroyées durant la période	934 802		23,49 €	76 039		20,20 €
- Options annulées durant la période	120 146		22,15 €	44 146		21,21 €
- Options exercées durant la période	237 000	22,94 €	16,78 €	221 598	20,97 €	16,01 €
- Options venues à expiration durant la période	2 666		21,25 €	35 277		10,78 €
Nombre d'options en vie en fin de période	2 783 441		21,63 €	2 208 451		20,35 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 796 917		20,93 €	1 843 838		20,59 €

(1) Ont été réintégrées au nombre d'options en vie en début de période le nombre de 993 options déclarées perdues en 2009. Le bénéficiaire avait été déclaré démissionnaire alors qu'il s'agissait d'un départ à la retraite.

Détail par plan des options en vie aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 :

Plan / Date d'attribution	31/12/2011			31/12/2010		
	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros
2004				166 285	0,18	15,29
2005	439 855	0,18	19,81	494 650	1,18	19,81
2006	52 413	1,14	20,55	70 758	2,14	20,55
2007	610 813	2,14	22,58	653 879	3,14	22,58
2008	600 976	3,14	21,25	645 570	4,13	21,25
2009	101 270	4,15	11,15	101 270	5,15	11,15
2010	76 039	5,92	20,20	76 039	6,92	20,2
2011	902 075	6,13	23,49			
Total	2 783 441		21,63	2 208 451		20,35

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	Plans						
	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
- Prix du support à la date d'octroi	24,00 €	19,93 €	9,99 €	20,46 €	22,86 €	20,70 €	19,70 €
- Volatilité estimée	36,71 %	36,56 %	31,74 %	24,93 %	28,66 %	29,43 %	32,84 %
- Taux d'intérêt sans risques	2,27 %	1,69 %	2,31 %	3,37 %	4,02 %	3,11 %	2,96 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	3,33 %	0,00 %	0,00 %	2,00 %	5,00 %	0,00 %	5,00 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	1,20 %	1,08 %	2,41 %	2,56 %	2,00 %	1,90 %	-
- Juste valeur des options	⁽²⁾ 7,45 €	5,82 €	2,00 €	3,77 €	5,76 €	5,11 €	6,21 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg)

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over »

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2005 à 2011, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	7,5	0,0
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	0,8	0,3
Autres produits de gestion	0,4	2,0
Autres produits opérationnels	8,7	2,3
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-1,0	-1,5
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-4,6	-5,7
Autres charges de gestion	-12,3	-7,6
Autres charges opérationnelles	-17,9	-14,8
Total	-9,2	-12,5

Les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 7,5 millions d'euros en 2011 sont liés à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue lors de la prise de contrôle de JCDecaux Korea, Inc. en Corée du Sud en janvier 2011 et comprennent le badwill enregistré lors de la variation de pourcentage d'intégration de BigBoard en Ukraine et en Russie.

Les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre s'élèvent à -1,0 million d'euros en 2011 et sont liées à la réévaluation lors de la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd en Australie et de Garmoniya en Ukraine.

En 2011, les autres charges de gestion s'élèvent à -12,3 millions d'euros et concernent principalement les effets du dénouement de litiges en Asie. Ces frais sont compensés par une reprise de provisions sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ». Elles comprennent également des amendes et pénalités et des frais de restructuration.

3.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Produits financiers	7,3	7,9
Charges financières	-29,4	-24,2
Intérêts financiers nets (1)	-22,1	-16,3
Dividendes	0,0	0,1
Différences nettes de change	-5,1	3,0
Impact IAS 39 Change	0,4	-0,2
Impact IAS 39 Taux	0,0	0,0
Variation de valeur des dérivés non qualifiés de couverture	0,0	1,0
Impact du coût amorti	-1,3	-0,6
Impact IAS 39	-0,9	0,2
Produits (charges) nets d'actualisation	-11,1	-19,8
Coût des garanties bancaires	-1,0	-1,1
Dotations aux provisions pour risques financiers	-1,2	-0,2
Reprises de provisions pour risques financiers	0,6	0,1
Dotations nettes aux provisions financières	-0,6	-0,1
Résultat net de cession d'actifs financiers	8,8	0,0
Autres	-0,3	-0,8
Autres charges et produits financiers (2)	-10,2	-18,5
Résultat financier (3) = (1) + (2)	-32,3	-34,8
Total produits financiers	16,7	11,9
Total charges financières	-49,0	-46,7

En 2011, le résultat financier représente une charge nette de -32,3 millions d'euros, contre -34,8 millions d'euros en 2010, soit une évolution favorable de 2,5 millions d'euros.

Cette évolution s'explique principalement par la baisse de 8,7 millions d'euros des charges d'actualisation et par la cession d'une participation minoritaire dans la société Tulip (Hong Kong) pour 8,6 millions d'euros. Ces deux effets positifs sont en partie compensés par une variation négative de 7,5 millions d'euros des impacts de change et une augmentation de 5,8 millions d'euros des intérêts financiers nets.

L'évolution des intérêts financiers nets s'explique d'une part par une charge de -9,7 millions d'euros représentant la valeur actualisée des remboursements futurs liés à la clause de retour à meilleure fortune sur un abandon de créance réalisé par un minoritaire en faveur d'une société du Groupe, qui est, d'autre part, compensée par une diminution de 3,9 millions d'euros des intérêts financiers nets en lien avec la baisse de l'endettement financier net moyen.

Une charge d'actualisation de -11,1 millions d'euros est comptabilisée en 2011, dont notamment -5,9 millions d'euros liés à la provision pour démontage et -5,4 millions d'euros liés aux charges d'actualisation de dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

3.3. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Impôts courants	-100,4	-81,7
<i>CVAE</i>	-6,9	-6,2
<i>Autres</i>	-93,5	-75,5
Impôts différés	6,7	2,9
<i>CVAE</i>	0,5	0,6
<i>Autres</i>	6,2	2,3
Total	-93,7	-78,8

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 31,8 % en 2011 contre 32,2 % en 2010. Hors effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,2 % en 2011 stable par rapport à 2010.

Nature des impôts différés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Immobilisations corporelles et incorporelles	5,0	5,7
Reportis déficitaires	-1,7	-4,6
Provision pour démontage	-0,1	0,7
Autres	3,5	1,1
Total	6,7	2,9

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Résultat de l'ensemble consolidé	215,7	169,3
Charge d'impôt	-93,7	-78,8
Résultat avant impôt	309,4	248,1
Perte de valeur des écarts d'acquisition	0,0	0,5
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-14,6	-3,9
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	4,8	2,9
Autres produits non imposables	-17,4	-5,5
Autres charges non déductibles	12,2	23,5
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	294,4	265,6
Taux d'impôt pondéré du Groupe	28,72%	⁽²⁾ 28,30%
Impôt théorique	-84,6	-75,2
Impôts différés sur déficits non reconnus	-5,9	-4,1
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	5,4	7,5
Autres impôts différés actifs non reconnus	-0,5	0,0
Divers ⁽¹⁾	-1,7	-1,4
Impôt total calculé	-87,3	-73,2
CVAE nette	-6,4	-5,6
Impôt enregistré	-93,7	-78,8

(1) Dont -3,6 millions d'euros de crédits d'impôts en 2011.

(2) La rationalisation de l'impôt enregistré en 2010 a fait l'objet d'un reclassement entre le montant des impôts divers et les autres charges non déductibles.

3.4. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action

	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action	221 723 424	221 489 982
Nombre pondéré de stock-options	885 931	1 004 546
Nombre pondéré de stock-options qui auraient été émises au cours du marché	-694 471	-786 684
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action dilué	221 914 884	221 707 844

Au 31 décembre 2011, les plans de stock-options du 17 février 2011, du 1er décembre 2010, du 15 février 2008 et du 20 février 2007 ayant un effet anti-dilutif sont exclus du calcul.

3.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Stadtreklame Nürnberg GmbH	0,6	0,9
Werbeplakat Soravia GmbH	0,1	0,2
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,0	0,0
Metrobus	1,8	1,0
Bus Focus Ltd	0,5	0,5
Poad	1,6	1,3
Affichage Holding	10,0	0,0
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,0	0,0
Total	14,6	3,9

L'augmentation de 10,7 millions d'euros de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence s'explique principalement par l'amélioration de 10,0 millions d'euros du résultat de la société Affichage Holding.

Les tests de perte de valeur des sociétés mises en équivalence ont conduit à une reprise de perte de valeur de 1,8 million d'euros sur la société Metrobus.

Aucun impact n'a été constaté suite au test de perte de valeur réalisé sur la société cotée Affichage Holding. La valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés diminués de l'endettement net, et supérieure à la valorisation boursière

rappelée au paragraphe 2.6 « Titres mis en équivalence », est considérée comme la plus représentative de la valeur réelle de la société et a été retenue comme valeur recouvrable.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait aucune perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence. Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle n'entraînerait aucune perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence.

Les éléments de compte de résultat caractéristiques des sociétés mises en équivalence sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	% intégration	2011		2010	
		Résultat net	Chiffre d'affaires net	Résultat net	Chiffre d'affaires net
Allemagne					
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35 %	1,8	10,8	2,4	10,8
Autriche					
Werbeplakat Soravia GmbH	33 %	0,2	3,7	0,5	4,9
Chine					
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40 %	-0,1	0,7	0,0	0,6
France					
Metrobus	33 %	5,5	224,4	3,0	218,0
Hong Kong					
Bus Focus Ltd	40 %	1,1	4,4	1,2	4,6
Poad	49 %	3,3	32,0	2,7	30,7
Suisse					
Affichage Holding	30 %	33,4	253,0	0,0	220,5
Macao					
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30 %	0,1	0,3	0,1	0,4

(1) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

3.6. Effectifs

Au 31 décembre 2011, les effectifs du Groupe atteignent 10 304 personnes contre 9 943 personnes au 31 décembre 2010.

La quote-part de l'effectif employé par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle est de 821 personnes à fin 2011, comprises dans l'effectif total de 10 304 personnes.

La répartition des effectifs sur les exercices 2011 et 2010 est la suivante :

	2011	2010
Technique	5 927	5 785
Vente et Marketing	2 263	2 148
Informatique et Administration	1 500	1 408
Relations contractants	523	515
Recherche et développement	91	87
Total	10 304	9 943

4. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 448,3 millions d'euros en 2011 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 540,5 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 21,5 millions d'euros dont les effets favorables sont principalement liés à une gestion stricte des délais de paiements des clients et fournisseurs sur l'exercice ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -12,0 millions d'euros et -101,7 millions d'euros.

4.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -222,4 millions d'euros en 2011 comprennent :

- des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -180,6 millions d'euros ;
- des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des variations des créances sur immobilisations incorporelles et corporelles pour 12,8 millions d'euros ;
- des acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières diminuées de la trésorerie nette acquise et nettes des cessions et des variations des dettes sur immobilisations financières, d'un montant total de -54,6 millions d'euros. Ce montant inclut principalement la prise de contrôle des sociétés Médiakiosk en France et JCDecaux Korea Inc. en Corée du Sud, l'acquisition du groupe K. Out Of Home EOOD (renommé JCDecaux Bulgaria EOOD) en Bulgarie et la cession d'une participation minoritaire dans la société Tulip à Hong-Kong.

En 2010, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -159,4 millions d'euros dont -155,2 millions d'euros d'investissements d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des cessions et des variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles et -4,2 millions d'euros d'acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières nettes des cessions et des variations des dettes sur immobilisations financières.

4.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -139,9 millions d'euros en 2011 sont principalement constitués :

- des flux nets sur les emprunts pour un montant de -134,2 millions d'euros, qui concerne principalement le remboursement par anticipation de la ligne de crédit bancaire de -100,0 millions d'euros en France ;
- de dividendes versés par des sociétés du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -8,1 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 4,0 millions d'euros dont 3,9 millions d'euros du fait de la levée d'options de souscription d'actions chez JCDecaux SA ;
- de la prise de participation complémentaire dans des sociétés du Groupe pour -1,9 million d'euros qui concerne principalement l'acquisition des 50 % restants dans le capital de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd en Chine ;
- de la cession partielle de participations sans perte de contrôle en Chine et en République Tchèque pour 0,3 million d'euros.

En 2010, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -221,6 millions d'euros, et concernaient principalement les flux nets sur les emprunts d'un montant de -217,6 millions d'euros.

4.4. Flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement

Les flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement se décomposent de la façon suivante :

- Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles représentent 60,7 millions d'euros en 2011 contre 55,9 millions d'euros en 2010 ;
- Les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élèvent à -23,9 millions d'euros en 2011 contre -12,3 millions d'euros en 2010 ;

- Les flux de trésorerie nets issus du financement sont de -32,3 millions d'euros en 2011, ils étaient de -29,4 millions d'euros en 2010.

4.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 4,1 millions d'euros en 2011 contre 1,0 million d'euros en 2010.

5. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments dérivés :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	01/01/2012 au 30/06/2012	01/07/2012 au 31/12/2012	01/01/2013 au 31/12/2014	01/01/15 au 31/12/2016	> 31/12/2016
Emprunts obligataires	274,3	286,7	5,2	5,2	186,5	89,8	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	82,5	86,4	56,8	9,8	12,1	7,2	0,5
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	9,9	10,7	1,9	2,5	6,3	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	51,8	52,8	32,9	8,0	1,9	8,6	1,4
Emprunts de location financement	8,2	8,2	1,5	1,5	2,6	2,7	0,0
Intérêts courus	2,7	2,7	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	9,7	9,8	9,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	439,1	457,3	110,8	27,0	209,4	108,3	1,9
Swaps d'émission sur emprunts obligataires	-17,6	-6,2	-1,5	-1,5	-2,8	-0,4	0,0
Couvertures de taux d'intérêt	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Couvertures de change	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dérivés	-17,8	-6,4	-1,7	-1,5	-2,8	-0,4	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche. C'est le cas notamment de la ligne de crédit revolving confirmée de Somupi de 15 millions d'euros dont l'échéance est en décembre 2012.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire (retenue à la source, etc.) ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités sous la forme de lignes de crédit confirmées ;

- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances annuelles ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

La dette est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 avril 2011, et celle de Standard and Poor's du 22 décembre 2011), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2011, la dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) s'élève à 147,5 millions d'euros et représente 6 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère contre respectivement 358,8 millions d'euros soit 16 % au 31 décembre 2010. Elle est détaillée au paragraphe 2.16 « Endettement financier net ».

66 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 2,0 ans environ.

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de 288,7 millions d'euros de trésorerie brute (détaillé au paragraphe 2.11 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ») et de 850 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées. Cette ligne de crédit confirmée de JCDecaux SA d'échéances juin 2012 et juin 2013 a été remplacée en février 2012 par une nouvelle ligne d'un montant de 600 millions d'euros avec une maturité de 5 ans.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés. Le détail et le montant des ratios sont détaillés au paragraphe 2.16 « Endettement financier net ».

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro, yuan chinois, shekel israélien, yen japonais et livre sterling. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation taux fixe/taux variable est détaillée au paragraphe 2.16 « Endettement financier net » et le détail des couvertures au paragraphe 2.18 « Instruments dérivés ».

Le tableau ci-après présente la répartition des actifs et passifs financiers par taux d'intérêt au 31 décembre 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes JCDecaux SA	-150,0	-142,3	0,0	-292,3
Autres dettes	-136,2	-18,9	0,0	-155,1
Passifs financiers (1)	-286,2	-161,2	0,0	-447,4
Actifs financiers (2)	38,0	0,0	0,0	38,0
Position nette avant gestion (3)=(1)+(2)	-248,2	-161,2	0,0	-409,4
Swaps d'émission sur USPP (4)	0,0	142,3	0,0	142,3
Autres couvertures de taux (4)	105,0	0,0	0,0	105,0
Position nette après gestion (5)=(3)+(4)	-143,2	-18,9	0,0	-162,1

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement. C'est le cas notamment de la ligne de crédit revolving confirmée de Somupi de 15 millions d'euros.

En cas de variation des taux EURIBOR, le coût de dette brute de JCDecaux SA (après prise en compte des couvertures) serait impacté sur l'exercice 2011 de la façon suivante :

Taux EURIBOR	-100bp vs taux au 31/12/11	+100bp vs taux au 31/12/11	+200bp vs taux au 31/12/11	+300bp vs taux au 31/12/11
Impact en points de base sur le coût de dette brute par rapport aux taux du 31/12/11	-90bp	+100bp	+146bp	+246bp

Au 31 décembre 2011, 7 % du total de la dette financière économique toutes devises confondues du Groupe est à taux fixe, 23,5 % est protégé contre une hausse des taux à court terme des devises concernées ; 2 % du total de la dette brute économique du Groupe libellée en euros⁽¹⁾ est à taux fixe et 27 % est protégé contre une hausse des taux EURIBOR.

⁽¹⁾ Dette libellée en euros après prise en compte des swaps de change et des swaps d'émission.

Risque de change

En 2011, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 64 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 50 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Sur la base des données réelles annuelles 2011, l'exposition du Groupe à la livre sterling, au yuan chinois, au dollar américain et au dollar de Hong Kong est la suivante :

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en yuan chinois représente 19,1 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du yuan chinois aurait un impact de -1,0 % et de 0,0 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en dollar américain représente 11,7 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar américain aurait un impact de -0,6 % et de +0,1 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en livre sterling représente 9,1 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change de la livre sterling aurait un impact de -0,5 % et -0,1 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en dollar de Hong Kong représente 6,7 % du résultat net du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar de Hong Kong aurait un impact -0,3 % et de -0,3 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

En 2011, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières :

- Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements et de sa trésorerie multidevises, pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe, il a mis en place des swaps de change à court terme. Le Groupe ne couvre pas les positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant ;
- Sur la part de son endettement à long terme libellé en dollar américain⁽¹⁾ non utilisée pour financer le développement en cours de son activité aux États-Unis, le Groupe a mis en place des swaps d'émission sur la totalité de la durée de vie de l'opération. Les couvertures sont détaillées au paragraphe 2.18 « Instruments dérivés ».

Au 31 décembre 2011, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie excédentaire

Au 31 décembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élève à 288,7 millions d'euros dont 218,7 millions d'euros en équivalents de trésorerie et 10,3 millions d'euros placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital. La politique financière du Groupe vise à optimiser l'équilibre Dette nette/ Capitaux propres.

La dette nette se réfère à la dette financière nette décrite au paragraphe 2.16 « Endettement financier net » (hors engagements de rachats de minoritaires). Les capitaux propres représentent les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère indiqués à l'état de situation financière ajustés des éléments IAS 39 (couvertures de flux de trésorerie et investissements financiers disponibles à la vente).

Au 31 décembre 2011, le ratio dette nette sur marge opérationnelle s'élève à 0,3 et le ratio dette nette sur les capitaux propres s'élève à 6 %, contre respectivement 0,7 et 16 % au 31 décembre 2010.

(1) Emprunt obligataire émis aux États-Unis en 2003

5.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation de produits dérivés de taux et de change

Le Groupe n'utilise des produits dérivés que dans le cadre de la gestion de ses risques de taux d'intérêt et de change et de manière centralisée.

Risque lié à la notation de crédit

Le Groupe est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable. Les principales sources de financements du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie des filiales auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en réduisant les excédents de trésorerie aux bornes du Groupe en centralisant au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible dans les filiales autant qu'il est possible, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la direction financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles le Groupe et ses filiales peuvent effectuer des dépôts.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe peut être amené à souscrire des titres de placement court terme et des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires (FCP et SICAV monétaires ; certificats de dépôts de banque ; titres d'État court terme, etc.). Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

6.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	140,8	123,9
Autres garanties	6,5	18,7
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	26,6	25,0
Engagements sur titres	1,2	16,7
Total	175,1	184,3
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	1,2	0,4
Engagements sur titres	1,6	17,1
Lignes de crédit	850,0	850,0
Total	852,8	867,5

(1) hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les garanties de marché correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, location de véhicules de certaines de ses filiales, (ii) les contre-garanties accordées par JCDecaux SA auprès des banques dans le cadre de lignes de garanties accordées à certaines de ses filiales, (iii) d'autres engagements tels que les clauses de retour à meilleure fortune sur abandon de créances.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement d'une hypothèque sur un bien immobilier en Allemagne, ainsi que de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les avals, cautions et autres garanties reçus sont constitués principalement de garanties de passif.

Les engagements sur titres sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

L'évolution des engagements sur titres s'explique principalement par l'abandon des calls croisés entre le groupe JCDecaux SA et le groupe BigBoard en contrepartie de l'augmentation de 5 % des droits financiers dans le groupe BigBoard. Ces calls portant sur 50 % de la participation de chacun des partenaires étaient évalués à 15,6 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, les engagements donnés sur titres comprennent, au bénéfice de différents partenaires du Groupe, les droits suivants :

- Concernant la société JCDecaux Bulgaria BV (Bulgarie), un droit de vente (put), exerçable du 9 juin 2016 au 9 juin 2017 par Limited Novacorp portant sur 50 % du capital. Le prix de cette option sera déterminé par une banque d'affaires ou, sous certaines conditions, évalué selon une formule de calcul contractuelle.
- Concernant la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un droit de vente (put) exerçable à partir du 1er janvier 2012 par le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 1,2 million d'euros.
- Concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) d'un partenaire du Groupe portant sur une part sociale du capital de Nextbike GmbH.

Au 31 décembre 2011, les engagements reçus sur titres comprennent, en faveur du Groupe, les droits suivants :

- Concernant le groupe Metrobus, un droit de vente (put), valable du 1er avril 2014 au 30 septembre 2014. L'option porte sur la participation de 33 % du Groupe JCDecaux dans le groupe Metrobus. Son prix d'exercice sera déterminé par des banques d'affaires.
- Concernant la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un droit d'achat (call) exerçable à partir du 1er janvier 2014 par Europlakat International Werbe GmbH sur le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 1,2 million d'euros.
- Concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) exerçable par Wall AG sur un maximum de 24,8% du capital de Nextbike GmbH portant la participation du Groupe à 50 % plus une voix. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de 0,4 million d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America, Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordées réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

En outre, dans le cadre de la convention d'actionnaires qui les lie, JCDecaux SA et Affichage Holding se sont accordées réciproquement des calls en cas de non respect de clauses contractuelles ou de cession de certains actifs et en cas de changement de contrôle.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe bénéficie de droits de préemption, et peut prévoir des droits d'emption ou des droits de suite, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 850,0 millions d'euros.

6.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis,
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé,
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules, et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	<i>≤ 1 an</i>	<i>> 1 et ≤ 5 ans</i>	<i>> 5 ans ⁽¹⁾</i>	<i>Total</i>
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	501,2	1 613,9	1 293,5	3 408,6
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	92,0	168,7	35,5	296,2
Location simple	35,1	79,4	26,8	141,3
Total	628,3	1 862,0	1 355,8	3 846,1

(1) Jusqu'en 2036.

6.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à respectivement 248,1 millions d'euros et 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2011.

6.4. Engagements liés aux avantages au personnel

En application de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » et selon l'option retenue par le Groupe d'appliquer la méthode du « corridor », une partie des écarts actuariels et du coût des services passés n'est pas comptabilisée en provisions et est détaillée au paragraphe 2.15 « Provisions ».

7. INFORMATION SECTORIELLE

L'information transmise aux membres du Directoire repose sur le secteur d'activité. C'est ce secteur qui est retenu dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Aucun regroupement de secteurs n'est réalisé.

Concernant les sociétés sous contrôle conjoint, leurs données sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire du Groupe, Principal Décideur Opérationnel.

7.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	1 179,0	874,8	409,2	2 463,0
Marge opérationnelle	386,9	139,9	55,3	582,1
Résultat d'exploitation	184,4	111,6	31,1	327,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	130,7	24,9	12,2	167,8

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	1 147,0	777,6	425,4	2 350,0
Marge opérationnelle	375,9	115,4	64,1	555,4
Résultat d'exploitation	173,8	83,3	21,9	279,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	117,4	22,4	15,4	155,2

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

7.2. Autres informations

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net	607,8	272,1	792,6	179,2	504,3	107,0	2 463,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	52,0	7,5	75,3	-4,4	22,0	15,4	167,8

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

(2) Hors France et Royaume-Uni.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net	598,2	271,9	787,6	187,8	420,6	83,9	2 350,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	35,9	16,5	60,0	2,3	26,3	14,2	155,2

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

(2) Hors France et Royaume-Uni.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

8.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les cinq catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les sociétés intégrées proportionnellement,
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding,
- les transactions réalisées entre une société intégrée globalement et ses minoritaires influents,

- la part non éliminée des transactions réalisées avec les sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe,
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

8.2. Détail des transactions

Les prêts accordés aux parties liées s'élèvent à 20,2 millions d'euros au 31 décembre 2011, dont principalement un prêt de 7,0 millions d'euros accordé à la société MC Decaux Inc. (Japon), un prêt de 4,2 millions d'euros à la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un prêt de 5,1 millions d'euros accordé à la société Metrobus (France), un prêt de 1,7 million d'euros accordé à la société Média Aéroports de Paris (France) et un prêt de 1,2 million d'euros accordé à CBS Outdoor JCDecaux Street Furniture Canada, Ltd.

Les créances détenues par le Groupe sur les parties liées s'élèvent à 13,1 millions d'euros au 31 décembre 2011, dont principalement 1,6 million d'euros de créance envers Média Aéroports de Paris, 1,3 million d'euros de créance envers Beijing Press JCDecaux Media Advertising Co. Ltd (Chine) et 1,1 million d'euros de créance envers la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les emprunts souscrits auprès des parties liées et les dettes sur engagement de rachat de minoritaires auprès des parties liées s'élèvent à 113,4 millions d'euros au 31 décembre 2011, dont principalement un engagement d'achat auprès de la société Progress de 64,0 millions d'euros, un engagement d'achat auprès de la société Média Régies de 14,5 millions d'euros ainsi qu'un engagement d'achat auprès d'un partenaire de 13,3 millions d'euros en Allemagne, une dette de 9,7 millions d'euros représentant la valeur actualisée des remboursements futurs liés à la clause de retour à meilleure fortune sur un abandon de créance réalisé par un minoritaire en faveur d'une société du Groupe et un emprunt de 4,0 millions d'euros auprès de Média Régies concernant le cofinancement de Somupi.

Les dettes envers les parties liées s'élèvent à 10,9 millions d'euros au 31 décembre 2011, dont les montants les plus significatifs correspondent à une dette de 7,3 millions d'euros envers la société Affichage Holding et à une dette de 0,6 million d'euros envers la société Q Media Decaux WLL (Qatar).

Les produits d'exploitation réalisés avec les parties liées s'élèvent à 20,6 millions d'euros en 2011, dont principalement 7,4 millions d'euros avec la société Média Aéroports de Paris (France) et 4,4 millions d'euros avec la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les charges d'exploitation avec les parties liées représentent 21,1 millions d'euros en 2011, dont 11,8 millions d'euros de charges de locations avec les sociétés SCI Troisjean , JCDecaux Holding et Decaux Frères Real Estate.

En 2011, les charges financières avec les parties liées représentent un montant de 15,5 millions d'euros dont 9,7 millions d'euros de charges représentant la valeur actualisée des remboursements futurs liés à la clause de retour à meilleure fortune sur un abandon de créance réalisé par un minoritaire en faveur d'une société du Groupe et 4,4 millions d'euros correspondant aux charges d'actualisation de l'engagement de rachat de minoritaires sur la société Gewista Werbe GmbH.

Les produits financiers avec les parties liées représentent un montant de 0,3 million d'euros en 2011.

Les engagements hors-bilan envers les parties liées s'élèvent à 23,1 millions d'euros et correspondent à une garantie accordée à Metrobus.

Les engagements sur titres avec les parties liées concernent principalement Metrobus et Proreklam-Europlakat Doo, le détail est donné dans le paragraphe 6.1 « Engagements sur titres et autres engagements ».

8.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2011 et 2010 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2011	2010
Avantages à court terme	7,0	8,0
Rémunération exceptionnelle et indemnité de départ à la retraite ⁽¹⁾		1,2
Avantages en nature	0,1	0,1
Jetons de présence	0,1	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,2	0,2
Paiements en actions	0,6	1,3
Total	8,0	10,9

(1) A la cessation de son mandat au 31 décembre 2010 pour cause de départ à la retraite, un membre du Directoire a perçu une indemnité de fin de mandat au titre d'indemnités de départ à la retraite et au titre de la constatation des performances qu'il a réalisées dans le Groupe depuis 2000.

Par ailleurs, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de rupture pouvant représenter pour l'un, deux années de rémunération fixe au maximum et pour le second, une indemnité égale à une année de salaire et à la moyenne des primes sur résultats versées au titre des deux dernières années. Celle-ci sera versée en cas de rupture de son contrat de travail à l'initiative du Groupe.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 0,4 million d'euros au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2011 s'élève à 0,1 million d'euros.

9. INFORMATION SUR LES SOCIÉTÉS EN INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Le Groupe détient plusieurs participations qui relèvent de l'intégration proportionnelle.

La part du Groupe dans les actifs, passifs et résultat des coentreprises, qui est incluse dans les états financiers consolidés, est la suivante aux 31 décembre 2011 et 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2011	31/12/2010
Actifs non courants	34,0	50,5
Actifs courants	133,4	115,1
Total Actif	167,4	165,6
Passifs non courants	22,4	27,4
Passifs courants	96,5	91,1
Total Passif hors situation nette	118,9	118,5
Situation nette	48,5	47,1
dont résultat net	34,0	36,2
<i>dont produits</i>	267,5	238,8
<i>dont charges</i>	-233,5	-202,6

L'augmentation de la situation nette de 1,4 million d'euros s'explique par :

- un résultat 2011 positif de 34,0 millions des sociétés intégrés proportionnellement ;
- des distributions de dividendes à hauteur de -33,3 millions d'euros ;
- des effets de change positifs de 5,8 millions d'euros, principalement en Ukraine et en Asie ;
- des effets de périmètre pour -5,1 millions d'euros, principalement JCDecaux Korea Inc. (Corée du Sud).

10. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

10.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2011, JCDecaux SA est détenue à 70,33 % par la société JCDecaux Holding.

10.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
ACTIVITE MOBILIER URBAIN					
JCDECAUX SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FRANCE (anciennement JCDECAUX MOBILIER URBAIN)	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SEMUP	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
DPE - DECAUX PUBLICITE EXTERIEURE	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDECAUX ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AFRIQUE HOLDING SAS	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOLLORE HOLDING	(3)	France	50,00	Prop.	50,00
CENTRE DE FORMATION	(2) & (3)	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FRANCE HOLDING	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK	(4)	France	95,00	Glob.	95,00
SOCIETE VERSAILLAISE DES KIOSQUES (SVK)	(4)	France	95,00	Glob.	100,00
ACM GmbH	(5)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX STADTMOBLIERUNG GmbH	(5)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DEUTSCHLAND GmbH	(5)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX GmbH	(5)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
WALL AG		Allemagne	90,09	Glob.	90,09
GEORG ZACHARIAS GmbH		Allemagne	90,09	Glob.	100,00
VVR WALL GmbH	(1)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	90,09	Glob.	100,00
WALL MOBILIARE GmbH		Allemagne	90,09	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	90,09	Glob.	100,00
STAUDENRAUS AUSSENWERBUNG GmbH	(5)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESSELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRANLAGEN GbR.	(3)	Allemagne	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ARGENTINA SA		Argentine	99,82	Glob.	99,82
JCDECAUX STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd	(6)	Australie	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
AQMI GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG		Autriche	33,50	Prop.	50,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
WERBEPLAKAT SORAVIA GmbH		Autriche	22,11	Equiv.	33,00
JCD BAHRAIN HOLDING SPC		Bahreïn	99,98	Glob.	100,00
JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE SA	(7)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
ACM SA	(7)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DO BRASIL SA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SALVADOR SA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
WALL SOFIA EOOD	(8)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX CAMEROUN SA	(3)	Cameroun	50,00	Prop.	50,00
CBS OUTDOOR JCDECAUX STREET FURNITURE CANADA Ltd.		Canada	50,00	Prop.	50,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDECAUX TIAN DI ADVERTISING Co. Ltd (anciennement TOP RESULT KIOSK (SHANGHAI) DEVELOPMENT Co. Ltd)		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING GEHUA JCD ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
BEIJING PRESS JCDECAUX MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX KOREA Inc. (ANCIENNEMENT IPDECAUX Inc.)	(9)	Corée du Sud	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	99,98
JCDECAUX STREET FURNITURE		Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	100,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDECAUX EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
CBS DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CITYSCAPE HONG KONG LTD		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
INTELLECT WORLD INVESTMENTS LTD		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd		Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft. (VBM Kft)	(3)	Hongrie	90,09	Glob.	100,00
JCDECAUX ADVERTISING INDIA PVT LTD	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX ISLAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(10)	Japon	60,00	Prop.	60,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LUXEMBOURG SA		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MACAO	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX UZ		Ouzbékistan	70,25	Glob.	70,25
JCDECAUX NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
JCDECAUX PORTUGAL - MOBILIARO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
Q. MEDIA DECAUX WLL	(1)	Qatar	49,99	Prop.	49,00
JCDECAUX MESTSKY MOBILIAR Spol Sro		Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX – BIGBOARD AS		Rép. Tchèque	50,00	Prop.	50,00
RENCAR MEDIA	(3)	Rép. Tchèque	47,35	Glob.	100,00
CLV CR Spol	(3)	Rép. Tchèque	23,67	Prop.	50,00
JCDECAUX SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SVERIGE AB	(1)	Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Prop.	48,50
JCDECAUX THAÏLAND Co., Ltd	(1)	Thaïlande	95,15	Glob.	49,50
ERA REKLAM AS		Turquie	89,76	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS		Turquie	89,72	Glob.	99,58
JCDECAUX URUGUAY	(11)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE TRANSPORT					
JCDECAUX AIRPORT France	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
MEDIA AEROPORTS DE PARIS	(3)	France	50,00	Prop.	50,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Prop.	39,00
JCDECAUX AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS – MARKETING GmbH		Allemagne	70,60	Glob.	78,36
JCDECAUX AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ALGERIE Sarl		Algérie	79,98	Glob.	80,00
JCDECAUX AIRPORT ALGER		Algérie	79,98	Glob.	100,00
JCDECAUX ATA SAUDI LLC.		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
SOFIA AIRPORT ADVERTISING DZZD	(12) & (13)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX CHILE SA	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Prop.	35,00
JCDECAUX ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd	(10)	Chine	90,00	Prop.	38,00
JCDECAUX ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
NANJING MPI METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	70,00	Glob.	70,00
GUANGZHOU YONG TONG METRO ADV. Ltd		Chine	32,50	Prop.	32,50
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING		Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd	(14)	Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd		Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd		Chine	30,00	Prop.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDECAUX METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	65,00	Prop.	51,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
JCDECAUX XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co		Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDECAUX ADVERTISING Co., Ltd		Chine	98,00	Glob.	98,00
JCDECAUX ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd	(3)	Chine	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX-DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	74,99	Glob.	75,00
JCDECAUX ADVERTISING AND MEDIA		Emirats Arabes Unis	79,98	Glob.	49,00
JCDECAUX AIRPORT ESPANA SA		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX & CEVASA SA		Espagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX ESPANA SL Y PUBLIMEDIA SISTEMAS PUBLICITARIOS - METRO DE BARCELONA		Espagne	70,00	Glob.	70,00
JCDECAUX TRANSPORT, SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX TRANSPORT INTERNATIONAL, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT SAN DIEGO, LLC	(13)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION LLC	(3)	Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP)		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	32,35	Prop.	32,35
AEROPORTI DI ROMA ADVERTISING Spa		Italie	24,10	Prop.	32,35
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDECAUX NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS	(15)	Rép. Tchèque	47,35	Glob.	70,67
JCDECAUX ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
XPOMERA AB	(16)	Suède	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE AFFICHAGE					
AVENIR	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ARTVERTISING	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MEDIA SERVICES Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
MARGINHELP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
EUROPLAKAT INTERNATIONAL WERBE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP UNI SERVICE PLAKAT GmbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDECAUX INVEST HOLDING GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SUB INVEST HOLDING GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
AUSSENW.TSCHECH.-SLOW.BETEILIGUNGS GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PSG POSTER SERVICE GmbH		Autriche	32,83	Prop.	49,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Prop.	50,00
KULTURPLAKAT		Autriche	46,90	Glob.	70,00
JCDECAUX BILLBOARD	(17)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
HDE INVESTISSEMENT	(17)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BULGARIA EOOD (ANCIENNEMENT K OUT OF HOME EOOD)	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
GRANTON ENTERPRISES LIMITED	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
AGENCIA PRIMA AD	(12)	Bulgarie	40,54	Prop.	50,00
MARKANY LINE EOOD	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
RA INTERREKLAMA EOOD	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
A TEAM EOOD	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
EASY DOCK EOOD	(12)	Bulgarie	45,05	Prop.	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS	(18)	Chypre	55,00	Prop.	50,00
CEE MEDIA HOLDING	(18)	Chypre	55,00	Prop.	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES	(18)	Chypre	55,00	Prop.	50,00
FEGPORT INVESTMENTS	(18)	Chypre	55,00	Prop.	50,00
EUROPLAKAT-PROREKLAM Doo		Croatie	34,17	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo (CROATIA)		Croatie	34,17	Glob.	100,00
FULLTIME Doo		Croatie	34,17	Glob.	100,00
JCDECAUX ESPANA SLU	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PUBLICIDAD LUMINOSA SL	(13)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(19)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX IRELAND Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA		Kosovo	20,67	Prop.	41,13
JCDECAUX MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
MAG INTERNATIONAL BV	(13)	Pays-Bas	67,00	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(18)	Pays-Bas	55,00	Prop.	50,00
JCDECAUX BULGARIA HOLDING BV	(3)	Pays-Bas	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX NEONLIGHT Sp zoo	(20)	Pologne	100,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	94,86	Glob.	94,86
PLACA Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
CENTECO - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	70,00	Glob.	70,00
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	51,00	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	54,02	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	71,14	Glob.	75,00
JCDECAUX NEONLIGHT (PORTUGAL)	(13)	Portugal	67,04	Glob.	67,04
AVENIR PRAHA Spol Sro		Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
WALL GUS	(18)	Russie	55,00	Prop.	50,00
BIG – MEDIA Ltd.	(18)	Russie	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD Co., Ltd.	(18)	Russie	55,00	Prop.	50,00
X – FORMAT PLUS, Ltd.	(18)	Russie	55,00	Prop.	50,00
PETROVIK KRASNODAR	(18)	Russie	55,00	Prop.	50,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PROREKLAM-EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
INTERFLASH Doo LJUBLJANA		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
AFFICHAGE HOLDING		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
BIGBOARD GROUP	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KIEV	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KHARKHOV	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD DONETSK	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KRIVROY ROG	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD NIKOLAEV	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
AUTO CAPITAL	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD LVIV	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER GROUP	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER KIEV	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER ODESSA	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
REKSVIT UKRAINE	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
ALTER – V	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
UKRAYINSKA REKLAMA	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BOMOND	(18)	Ukraine	27,50	Prop.	50,00
GARMONIYA	(18) & (21)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIG MEDIA	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
MEDIA CITY	(18)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00

(1) Sociétés qui sont réparties sur chacune des 3 activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.

(2) Le 31 décembre 2011, les sociétés SEMUP, DPE - Decaux Publicité Extérieure, Centre de Formation, Avenir, JCDecaux Artvertising et JCDecaux Airport France ont été absorbées par JCDecaux France (anciennement JCDecaux Mobilier Urbain).

(3) Sociétés consolidées en 2011.

(4) Sociétés acquises le 30 novembre 2011 par JCDecaux France Holding.

- (5) Les sociétés ACM GmbH, JCDecaux Stadtmöblierung GmbH, JCDecaux GmbH et Staudenraus Ausßenwerbung GmbH ont été absorbées par JCDecaux Deutschland GmbH.
- (6) La prise de contrôle dans la société Adbooth Pty Ltd en 2011 a eu pour conséquence la consolidation par intégration globale de cette entité sans changement du pourcentage d'intérêt.
- (7) ACM SA a été absorbée par JCDecaux Belgium Publicité SA.
- (8) La cession de Wall Sofia EOOD à JCDecaux Bulgaria Holding BV qui est consolidée par la méthode de l'intégration proportionnelle a eu pour conséquence la perte du contrôle dans Wall Sofia EOOD.
- (9) La prise de participation complémentaire de 50% dans le capital de JCDecaux Korea Inc. en 2011 a eu pour conséquence la consolidation par intégration globale avec 100% d'intérêt de cette entité.
- (10) Les sociétés MCDDecaux Inc. (Japon) et Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine) sont consolidées par intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe des pouvoirs de Direction.
- (11) Cette société est un établissement de JCDecaux France (anciennement JCDecaux Mobilier Urbain).
- (12) Sociétés acquises le 9 juin 2011 par JCDecaux Bulgaria Holding BV.
- (13) Sociétés liquidées en 2011.
- (14) Rachat de 50 % d'intérêts de participation ne donnant pas le contrôle dans le capital de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd portant le pourcentage d'intérêt à 100%.
- (15) Cession de 2 titres Rencar Praha AS au partenaire.
- (16) Rachat de 21 % d'intérêts de participation ne donnant pas le contrôle dans le capital de Xpomera AB portant le pourcentage d'intérêt à 100%.
- (17) HDE Investissement a été absorbée par JCDecaux Billboard.
- (18) Le 13 septembre 2011, le pourcentage d'intérêt des sociétés du groupe BigBoard passe de 50 % à 55 %, sans prise de contrôle.
- (19) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (20) Rachat des 40 % d'intérêts de participation ne donnant pas le contrôle dans le capital de JCDecaux Neonlight Sp Zoo, désormais détenue à 100 %.
- (21) Rachat de 50 % complémentaires dans le capital de Garmoniya en Ukraine.

Note : Glob. = intégration globale Prop. = intégration proportionnelle Equiv. = mise en équivalence

Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés consolidées en intégration proportionnelle qui sont détenues par des sociétés également consolidées en intégration proportionnelle. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

11. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 15 février 2012, la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 850,0 millions d'euros d'échéances juin 2012 et juin 2013 a été remplacée par une ligne de crédit d'une maturité de 5 ans d'échéance février 2017 pour un montant de 600 millions d'euros.

Le 7 mars 2012, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2012 une distribution de dividendes, au titre de 2011, de 0,44 € par action.